DEFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Le Souvenir de Pierre Laval

•

Maurice BARDÈCHE
Le régime, voilà l'ennemi

•

Pierre FONTAINE
Carences gouvernementales en Algérie

•

Georges OLLIVIER
Les Etats-Unis et la crise marocaine

•

Pierre HOFSTETTER
Nehru contre l'Occident

N° 27

Prix : 100 fr. Septembre - Octobre 1955.

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux, 3, rue de la Gaîté, Alger.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr. Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ....

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n° ....

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature :

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs ». 35. rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Le Souvenir de Pierre Laval

Pour le dixième anniversaire de la mort de Pierre Laval notre intention avait été de consacrer un fascicule entier au souvenir du grand homme d'Etat disparu. Le temps nous a manqué pour réaliser ce projet, les documents aussi.

Pierre Laval a occupé une si grande place dans l'histoire dramatique de ces années que des ouvrages nombreux ont fait connaître tout ce qu'il était utile de publier. L'important travail de recensement que le comte de Chambrun fait préparer actuellement d'après les archives de la *Hoover Library* de Washington complètera d'une manière magistrale cette documentation et promet d'être un incomparable recueil de faits et de pièces entre les mains des historiens que la vérité intéresse. Il ne reste rien à dire aujourd'hui qui n'ait été fort bien dit.

Grâce au courage de Josée Laval et du comte de Chambrun, qui n'ont pas cessé de travailler à rétablir la vérité que la propagande avait systématiquement déformée, la figure et l'œuvre de Pierre Laval sont aujourd'hui mieux connues et l'opinion commence à lui rendre justice. Elle reconnaît en lui le bon sens, la modération, le courage, l'humanité qui marquèrent toute sa carrière. Elle apprécie son habileté et la justesse de son jugement que les comparaisons qu'on peut faire avec les tristes responsables de nos destinées rehaussent singulièrement. Il n'est personne qui ne sente aujourd'hui combien l'absence de Pierre Laval pèse lourdement sur notre pays. Il était peut-être le seul homme qui eût été capable de sauver notre Empire. Son habileté et son esprit de décision nous manquent cruellement.

Par tempérament on peut se sentir très éloigné de Pierre Laval : son caractère attire cependant l'estime et l'amitié. Nos idées, notre conception de la politique, nos solutions devraient nous éloigner de lui ; le sentiment des services qu'il a rendus à notre pays nous en rapproche. Et cette sympathie que nous avons pour lui n'est pas

seulement ce qu'on pourrait appeler une sympathie historique ; elle s'adresse à l'homme. Il y avait en lui une qualité, hélas trop rare chez ceux qui gouvernent les peuples : un sens inné de la mesure et un don profond de sympathie. Il savait ce qui est raisonnable et ce qui est folie. Il avait l'imagination assez juste pour comprendre dans toute son étendue chacune des mesures qu'il prenait. Il savait que le pouvoir est une machine redoutable, il n'en manipulait pas les manettes au hasard et il était assez humain pour se demander à chaque instant ce que serait l'édit du prince pour l'homme d'Aurillac et d'Aubervillers. C'est peut-être le don le plus précieux pour un homme d'Etat que cette attention à ne pas faire souffrir. On reconnaît les faux grands hommes à la légèreté avec laquelle ils ouvrent les digues du malheur. Pierre Laval, c'était exactement le contraire de cela.

Ce fut aussi le contraire du machiavélisme. Il n'avait pas d'illusions sur les hommes, mais il était profondément loyal. C'est cela qui lui permit d'être, en des circonstances dramatiques, un si efficace négociateur. Il n'a pas cherché à tromper les Allemands et ce fut sa force. Il a refusé le double-jeu et c'est grâce à cela qu'il a pu protéger d'innombrables vies. Pour gagner quelques années devant l'opinion, n'acceptons pas de déformer son visage. Son courage et son honnêteté ne sont pas un de ses moindres titres devant le pays. Combien d'hommes se demandent, en effet, aujourd'hui, s'il n'eût pas mieux valu une paix blanche ou même avantageuse pour l'Allemagne plutôt que le chaos sans issue dans lequel son écrasement nous a précipités!

DÉFENSE DE L'OCCIDENT.

*
* *

*L'*Union des Intellectuels Indépendants *nous fait savoir que*

Le dixième anniversaire de la mort de Pierre Laval

sera évoqué au cours de sa prochaine réunion d'information, qui aura lieu, le vendredi 21 octobre à 21 heures 45, à la grande salle des Sociétés Savantes, rue Danton, Paris 6e.

Le régime, voilà l'ennemi

La braderie continue. Confortablement installé dans le chantage, côté des versements, le régime nous donne enfin une idée claire de ses conceptions politiques. Le terrorisme paie, la mitraillette rapporte, le tueur constitue plus que jamais « l'interlocuteur valable ». Cette conception a enfin le mérite de la cohérence. Installé par le terrorisme, imposé par la mitraillette, baptisé dans le sang par les tueurs, le régime reconnaît ses dieux tutélaires et s'incline devant eux. Il n'y a plus qu'à continuer suivant un processus devenu désormais classique. Un groupe de « résistants » s'installe derrière le micro dans une capitale bien abritée et reçoit beaucoup d'argent de quelques particuliers intéressés par son action : il arrange des maquis, expédie des armes, parachute des instructeurs. Douze mois plus tard, le gouvernement français s'incline et envoie des gardes mobiles pour imposer à la population les orateurs du micro. Faisons une croix sur l'Algérie, sur Madagascar, sur l'Afrique Occidentale Française et sur l'Afrique Equatoriale : quand il plaira aux amateurs de recommencer, ils auraient bien tort de se gêner, M. Bidault s'écriera : « C'est une infâmie ! » M. Lazurick rugira : « C'est une honte ! » Et la « presse d'opposition nationale » conclura : « Ce M. Bidault et ce M. Lazurick sont décidément de grands hommes d'Etat ; c'est par ces gens-là qu'il faudrait être gouverné. »

Notez bien que, dans ce processus, les solutions dites « constructives » qu'on nous présente actuellement ne sont que des *temps d'arrêt*. Ce qui est remarquable dans le déroulement des faits, c'est moins la décision prise finalement, car en politique tout se plaide et c'est l'avenir qui juge, mais la méthode du *couteau sous la gorge* avec laquelle elle nous a été arrachée. Il est trop clair que, cette méthode une fois acceptée, c'est l'étranger qui commande notre politique puisque c'est lui, au fond, qui ordonne et qui paie, et qu'en outre c'est l'extrémisme qui doit l'emporter. Que ferons-nous si les concessions françaises sont

jugées insuffisantes et si une nouvelle vague de terrorisme est déchaînée ? Que ferons-nous si la procédure choisie est désavouée par nos « interlocuteurs », ou si une minorité de violents refuse de les suivre, ou simplement s'ils sont incapables (cela s'est déjà vu) de mettre fin à l'anarchie qu'ils ont provoquée ? Une fois qu'on accepte de céder devant le terrorisme en le déclarant « opinion publique », ce terrorisme devient l'arme permanente dont nous menace l'opposition. Il y aura toujours quelque chose d'insuffisant dans nos concessions. L'engrenage nous entraînera implacablement vers l'abandon total : l'indépendance sans condition est inscrite dans l'histoire de ces mois. En outre, la méthode est bonne partout. Elle réussira en Algérie, puis à Madagascar, puis en A.O.F. Nous ne trouverons plus d'amis parce qu'on sait que nous abandonnons nos amis. Nous avons fait une démonstration de faiblesse qu'on retiendra contre nous. On peut accorder toutes les réformes qu'on veut, inventer tous les apaisements, ils n'ont de valeur que s'ils sont *octroyés*, comme disaient nos rois, c'est-à-dire concédés dans l'ordre et en pleine souveraineté. Ballotté entre les intérêts divergents, abruti par son calendrier électoral, guidé par des arrière-pensées sournoises et des méfiances inavouables, répugnant de bassesse, d'inélégance, de médiocrité, sans force contre les forts, sans respect envers les justes, sans énergie dans ses décisions, le régime a apporté la preuve éclatante qu'il est incapable de défendre la nation et son empire et que la première chose à faire si nous voulons sauver quelque chose, c'est de nous débarrasser de lui.

La perte de l'empire, avec les immenses conséquences qu'elle comporte, n'est donc plus désormais une crainte lointaine ni une chimère menaçante, elle est, à cause de notre défaite au Maroc, un danger proche et certain. Nous sommes déjà engagés dans un processus de désagrégation et de chantage qui va s'étendre avec rapidité.

Déjà le gang Mendès commence à amadouer l'opinion. D'éminents spécialistes murmurent : « Après tout, est-ce que ce serait si terrible ? Cette Afrique du Nord, après tout, est-ce qu'elle n'est pas à l'origine de notre crise agricole ? Est-ce que nous n'aurions pas une situation beaucoup plus

saine si nous n'étions pas obligés de porter l'économie africaine à bout de bras ? Et ces grands travaux qu'on veut faire ? Mais, c'est un gouffre, on y engloutira des centaines et des centaines de milliards. Tout cela est au-dessus de nos forces. Nous empêchons le progrès de la démocratie dans ces pays-là, nous faisons un fascisme larvé qui nous coûte horriblement cher, tout cela pour des « sudistes », comme dit très bien notre ami Gilles Martinet, pour des colons qui n'ont jamais été de bons républicains, au fond, qui ont la manie des maréchaux, et dont la ruine, en somme, est plutôt une bonne affaire pour la démocratie. »

Ainsi parlent les augures. A ces économistes distingués, on pourrait répondre par des consultations d'autres économistes qui voient dans la perte de l'Afrique du Nord une baisse dramatique de nos exportations, une énorme diminution de notre train de vie et un ralentissement de tout notre système économique qui se traduira en quelques mois par une terrible crise de chômage. Mais c'est sur le plan politique surtout que la position de la France sera totalement changée. Contrôlant l'Afrique du Nord, la France était nécessairement la pièce maîtresse de toute construction européenne. Elle apportait un immense territoire dans lequel pouvaient s'engager les énergies des différents pays de la Communauté. Elle détenait la clef de prodigieuses ressources en matières premières, elle commandait des terres inconnues qui pouvaient être un jour pour l'Europe ce que la Sibérie est pour l'U.R.S.S. Elle pouvait redevenir ainsi, en association avec les autres pays européens, et en particulier l'Allemagne, un facteur décisif de la politique mondiale. La perte de l'Empire, *ou seulement la nécessité de partager avec des puissances extra-européennes l'influence politique et l'exploitation économique de ces régions* renverse ce grand rêve d'avenir. L'Eurafrique survivra-t-elle à la défaite française du 30 septembre ? Et, disons-le franchement, *c'est moins les solutions choisies par M. Edgard Faure qui sont à l'origine de ce désastre que les méthodes par lesquelles ces solutions ont été imposées à notre pays.*

Arrêtons-nous un instant ici. J'ai été attaqué assez vivement par un hebdomadaire que j'aime beaucoup et auquel

je conserve, en dépit de ces égratignures, toute mon affection, pour avoir essayé de chercher à quelles conditions une entente pouvait être entrevue entre nationalistes français et nationalistes arabes. Je ne regrette pas cette attaque aujourd'hui. Car enfin, et maintenant ? Allons-nous ratiociner éperdument sur le passé, raconter une fois de plus nos batailles perdues, accuser éloquemment le régime d'avoir anéanti en dix ans, ce qui est parfaitement vrai, cette puissance édifiée en un demi-siècle ? Ou devons-nous chercher à sauver ce qui peut être sauvé ? Alors avec qui ? Nos interlocuteurs, les interlocuteurs qu'on nous impose, mais enfin qui seront demain en place, les laisserons-nous être les instruments de Mendès, des Gradis, des Schreiber, des communistes ? Si l'on met à part ceux qui s'obstinent au rêve chimérique d'une *reconquête* chassant les colons français et établissant un Etat purement arabe dont les financiers américains tireraient aussitôt les ficelles, beaucoup de nationalistes musulmans ne sont-ils pas des hommes qui reprochent surtout aux dirigeants français de les traiter comme une race inférieure, comme des hommes de troisième catégorie dont l'opinion ne compte pas ? Mais le régime actuel ne traite-t-il pas de la même manière des milliers de nationalistes français dont il a fait des parias ? Si des Marocains nationalistes ont encore assez de bon sens pour s'apercevoir que le Maroc sans les Français, c'est à peu près aussi absurde que le Maroc sans les Musulmans et s'ils savent que des Français ont souffert autant qu'eux de notre régime criminel et qu'ils en détestent les maîtres tout comme eux, un accord n'est-il pas possible, non contre la France, mais contre ceux qui en ont usurpé la direction ? Cette nouvelle Afrique du Nord qui se construit, il eût mieux valu pour tous, c'est ma conviction, qu'elle eût été construite sous la conduite de nos colons et de nos techniciens. Nous sommes peut-être passés tout près d'un *putsch* qui eût sauvé la présence française en Afrique du Nord. Mais enfin ce putsch n'a pas eu lieu. Lorsqu'on nous offre un Etat franco-arabe dont certaines conceptions peuvent nous convenir et qui, en tout cas, aura toujours besoin des Français, pourquoi lui tourner le dos systématiquement ? Notre seul ennemi fondamental, c'est le régime. Si un Empire franco-arabe est en train de naître, pourquoi n'y

serions-nous pas ? N'est-ce pas la meilleure manière de sauver le pays malgré le régime ?

Le régime a refusé d'envoyer les troupes en nombre suffisant. Le régime a refusé d'armer les Français d'Afrique du Nord. Il a préféré et préférera toujours les voir massacrer que d'instituer des milices. Les deux mesures capitales que la situation exigeait et que les représentants des Français d'Afrique du Nord n'ont pas cessé de réclamer ont été repoussées systématiquement. Il n'est pas difficile de voir pourquoi. Le régime craint les Français d'Afrique du Nord et ne les aime pas. Il craint de les mettre en état d'imposer leur volonté. Il prend en dehors d'eux et souvent contre eux les décisions intéressant l'Afrique du Nord. Il les a traités comme des sujets et vendus comme des sujets. Les Français du Maroc ne sont même plus aujourd'hui des protégés français mal défendus, ce sont et ce seront de plus en plus des Français laissés dans la nature par le gouvernement et auxquels le gouvernement, tout en leur refusant des armes et des troupes, dit : « Débrouillez-vous. » Je me demande quelle reconnaissance peuvent avoir envers leur pays des gens à qui l'on dit cela.

Il vaut mieux voir les choses en face et ne pas se barbouiller de grands mots. Abandonnés par le régime, trahis et exposés au massacre, les Français du Maroc ont aujourd'hui à choisir entre l'exode et la collaboration. S'ils choisissent l'exode, les Américains nous remplaceront au Maroc et bientôt dans toute l'Afrique du Nord, et notre empire, dans dix ans, ne sera plus qu'un souvenir. S'ils choisissent la collaboration, ils peuvent encore donner à la présence française une forme efficace. Il leur reste, en effet, à construire un *dominion* franco-arabe, politiquement indépendant, épuré des causes de faiblesse qui font la décadence de la France, qui resterait uni à la France comme le Canada l'est à la Grande-Bretagne, mais qui conduirait à son gré ses propres affaires, sous la direction des colons français et de l'élite mulsumane et dans lequel, surtout, les élucubrations de Paris, les hommes de Paris et les hauts fonctionnaires venus de la métropole n'auront plus aucune place. Cette solution n'est pas impossible. Elle dépend de l'esprit politique et de la sagesse des musulmans plus

encore que de la nôtre. Mais, enfin, après tout, ce qui existe et ce qui est permanent, c'est que l'Afrique du Nord est peuplée de musulmans et de Français et qu'on ne peut pas ignorer cette évidence qui commande son destin, tandis que la démocratie, l'intégration, les résidents généraux et M. July, on peut très bien jeter tout cela par-dessus bord sans nuire à personne.

*
* *

Le nationalisme français contient depuis longtemps une contradiction interne. Le nationaliste sait que le régime actuel est la destruction de la France, que la tâche politique fondamentale consiste à le combattre et à le renverser. Mais dans toute crise grave qui frappe le régime, le nationaliste voit aussitôt l'atteinte portée à la France et il ne peut s'empêcher d'être, par patriotisme, du côté du salut national incarné en l'occurrence par le régime qu'il déteste. Le coup de l'union sacrée réussit toujours avec lui et il réussira toujours, tant que les nationalistes n'auront pas clairement compris que la destruction du régime est, dans un premier stade, le *but unique* de leur action, contre lequel aucune considération ne saurait prévaloir. Il n'y a pas de *moindre mal*. Le Mal est le Mal, et tout succès du Mal, même s'il a les apparences d'une victoire, est finalement un pas en avant vers la chute.

Le triomphe de la Quatrième République ne nous intéresse pas. Si une politique de force au Maroc n'aboutit pas à remettre le pouvoir entre les mains des Français du Maroc, c'est du sang inutilement versé, car les fautes de Paris perdront le Maroc à la première occasion. Or la presse nationale souhaite trop souvent en ces occasions une victoire sans conditions qui ne sert qu'à perpétuer les erreurs passées. Une victoire n'est complète que si elle anéantit, non seulement l'adversaire, mais les causes même qui ont provoqué le danger. Une victoire nationale ne mérite ce nom que si elle se termine, aux colonies comme dans la métropole, par l'éviction des hommes qui ont déchaîné les catastrophes, et par la disparition des causes qui les y ont aidés. Une politique de force au Maroc et en Afrique du Nord n'a de sens que si elle se termine par une politique de justice et de libre association avec les musulmans et cette

politique ne peut être conduite et réalisée que par les Français d'Afrique du Nord eux-mêmes.

Nous n'avons pas à combattre pour le maintien du régime, de ses tares et de ses prébendiers.

Des milliers de Français sont et restent depuis dix ans sous ce régime des hors-la-loi sans droits et sans place. Quel intérêt ont-ils à ce que l'espace sur lequel pèse cet interdit couvre la moitié d'un continent ? Je les trouve bien bons d'aller se faire tuer pour que M. Grandval ait des feuilles de chêne sur sa manche. Le moindre raisonnement leur prouvera que, tant que M. Grandval aura des dorures sur ses épaulettes, il n'y aura pas de place pour eux à la table de famille. La présence française commence pour nous, en Afrique du Nord, avec le départ des représentants du régime. La renaissance française commence pour nous, en Afrique du Nord comme partout, par la substitution au régime actuel d'hommes et de méthodes différents. C'est par là qu'il faut commencer.

Les nationaux ont donc le devoir, et la presse nationale en particulier, de ne donner leur appui et leur caution à tel ou tel homme et telle ou telle tendance du gouvernement que *sous des conditions expresses*. Ces conditions sont précisément celles qui assureraient la meilleure défense des Français d'Afrique du Nord et auxquelles le gouvernement s'est toujours sournoisement refusé : que les Français d'Afrique du Nord soient armés, qu'ils soient organisés en milices locales et en groupes d'auto-défense, que les disponibles d'Afrique du Nord soient rappelés et utilisés sur place au lieu du contingent, enfin que les Français d'Afrique du Nord soient substitués dans les affaires d'Afrique du Nord aux politiciens de la métropole et qu'ils décident eux-mêmes de leur sort. Si le gouvernement refuse ces conditions, il prouve par là qu'il préfère les intérêts d'une clique politique à la vie des Français d'Afrique du Nord et qu'il fait passer la défense du régime avant la défense de l'Empire. Nous avons alors le droit et même le devoir de lui refuser notre concours dans cette opération malhonnête.

Une véritable politique d'opposition nationale ne consiste pas, sachons-le bien, à exprimer avec plus ou moins de véhémence ce qui est, au fond, la position de tel ou tel membre du ministère. Il est très légitime et peut-être

raisonnable d'estimer que les choses iraient moins mal si d'autres hommes de l'équipe ministérielle avaient le commandement. Mais, comme leur présence au ministère montre qu'ils acceptent les *causes* du mal et s'y soumettent, il ne faut pas les prendre pour des sauveurs qu'ils ne sont pas et qu'ils ne peuvent pas être. Une politique d'opposition nationale exige un rejet total du régime et de ses hommes et non un jeu tactique entre les hommes du régime : car, ce jeu, dès qu'elle l'accepte, place l'opposition à l'intérieur du système qu'elle prétend combattre et, finalement, fait d'elle une fausse opposition qui n'est que la cavalerie légère d'un des partis du régime. Ayons donc nos propres positions dans l'intérêt de notre action à nous, adversaires du régime, aussi bien que dans l'intérêt du pays : et apprenons à nous conduire en adversaires conséquents du régime de la ruine nationale.

Bien entendu, dans l'action pratique, je comprends très bien qu'on cherche à former des fronts étendus pour s'opposer au progrès du pire. Je ne blâme nullement ceux qui veulent réunir dans une action électorale toutes les forces d'opposition nationale : et j'admets parfaitement les sacrifices qu'il convient de faire dans ce cas à l'unité et à l'efficacité de l'action. Cette union est nécessaire à notre combat, elle nous est imposée par les règles de la machine démocratique, dans la mesure où nous croyons au combat électoral; s'y refuser avec légèreté risquerait d'être, en définitive, une action de division et une faute qui pourrait profiter à nos adversaires. L'opposition au régime a trop souvent, dans le passé, montré une division mortelle. Ne recommençons pas cette faute. Apprenons à nous montrer fermes dans la doctrine, mais unis dans l'effort et dans l'action. Que la coopération pratique de toutes les forces qui souhaitent le remplacement du régime soit donc notre règle de conduite, mais en même temps reconnaissons qu'il est très utile, qu'il est même indispensable qu'une minorité de nationalistes prenne conscience avec force de la priorité du combat contre le régime et qu'elle en imprègne sa conduite. Sans gêner aucun regroupement, ce sentiment mettra de la clarté dans les cervelles. Ne tirons pas sur les hommes qui peuvent nous aider à barrer la route du pire, mais conservons gravée en nous cette règle de notre action : le régime voilà l'ennemi.

Maurice BARDÈCHE.

Chronique du Mois

En dépit de l'optimisme apparent des gouvernements, l'Allemagne reste au centre des préoccupations. Personne ne peut nier que la question allemande est l'épreuve sur laquelle on va juger la prétendue *détente* : mais personne n'ose le dire : car on connaît trop le dénouement. Le voyage à Moscou du chancelier Adenauer a été un échec. Il ne pouvait pas en être autrement. Le chancelier représente un immobilisme, celui du pacte atlantique; ses interlocuteurs en représentent un autre, de sens contraire. Le dialogue a donné ce qu'il pouvait donner, des satisfactions de forme qui ne signifient rien. Mais le solde de l'opération est sévère pour l'Allemagne. Il est clair que sa réunification est renvoyée aux calendes grecques. Ainsi le chancelier se heurte au barrage qu'il a construit de ses propres mains. Il n'a jamais osé imaginer une politique européenne qui soit autre chose qu'un département de la politique atlantique. Alors il se heurte au mur de la division de l'Allemagne que la politique russe oppose et opposera toujours à la politique atlantique. On l'invite à un dialogue avec Pankow. Sa position lui interdit de l'envisager. Sa politique n'a donc d'autre perspective que le maintien du *statu quo*. Prisonnier de la servitude qu'il a acceptée, il est aujourd'hui et il restera pour l'histoire le chancelier qui a brisé l'unité allemande et détruit l'œuvre de Bismark.

L'ambassadeur Otto Abetz déclarait, il y a peu de temps, dans une réunion du parti libéral, que l'opinion française se désintéressait parfaitement du problème de l'unité allemande. C'est tout à fait vrai dans l'ensemble. Non seulement, l'opinion française, mais les hommes d'Etat alliés, nous l'avons maintes fois répété, sont au fond d'eux-mêmes très satisfaits de la division permanente de l'Allemagne qui était un de leurs buts de guerre. Une minorité seulement de Français, c'est tout ce qu'on peut répondre à M. Abetz, s'obstine à considérer que la réintégration de l'Allemagne orientale dans le dispositif européen et par conséquent la réunification reste le signe même de la véritable détente et de la paix, hors duquel tout est grimace et monnaie

de singe, et qu'à ce titre elle devrait être un des objectifs de la politique française aussi bien que de la politique allemande. Ce qui est encore plus curieux, d'ailleurs, c'est de s'apercevoir qu'une partie de l'opinion allemande s'endort sur cette question et, soit par occidentalisme, soit par indifférence, soit par égoïsme, semble supporter, presque aussi bien que les Alliés, cette situation monstrueuse. Cette paresse politique est énigmatique pour nous. L'unité de l'Allemagne est-elle trop récente ? Il nous paraît inconcevable que l'opinion allemande ne prenne pas conscience, quelque jour, du caractère dramatique de cet immobilisme. Le chancelier n'est pas éternel. Il faut prévoir le jour où l'un de ses successeurs ambitionnera de recueillir, coûte à coûte, les ovations qui salueront le chancelier de la réunification.

Cette renonciation dans le domaine de la politique européenne éclaire les desseins secrets de la politique américaine. Au fond, la complaisance discrète de la diplomatie américaine devant la liquidation de nos possessions d'Afrique du Nord et son sommeil tranquille devant le problème allemand constituent deux positions qui se complètent. C'est simplement la diplomatie de la stratégie périphérique. Devant les problèmes insolubles de l'Europe continentale, après l'échec de la Communauté européenne, l'Amérique se retire sur la plante des pieds. L'Allemagne amputée lui paraît indéfendable ; la France menacée d'un Front populaire lui paraît peu sûre. Alors, il s'agit de tenir solidement les bases périphériques qui entourent l'Europe et qui permettent de commander aux moindres frais ce continent impossible. L'ombre de l'Europe engendrera l'ombre d'une armée atlantique, qui fera ce qu'elle pourra, c'est-à-dire pas grand chose. Pendant ce temps-là, les Etats-Unis solidement installés dans de bons Etats arabes qui disposeront en toute indépendance de leurs bases et de leurs concessions, surveilleront du palier, la mitraillette en bandoulière, la maison de fous dans laquelle on désespère de mettre de l'ordre.

*
* *

L'attitude du président Pinay à l'O. N. U. a été très estimable. L'indignation de toute la presse est également très réconfortante. La surprise de l'un et des autres est toutefois un peu surprenante. Il était clair, de toute éternité, que l'O. N. U. tribunal suprême des nations, devait se mettre à juger les nations, en commençant par les moins bien endentées, comme dans *les Animaux malades de la peste*. Il était clair aussi que la majorité

se composant de délégués aussi respectables que MM. de Porto-Rico, de Guatémala, des Philippines, nous taillerait volontiers des croupières. Tout cela est la suite et la conséquence de la Sublime Charte de l'Atlantique, au nom de laquelle nous avons si éloquemment requis et si énergiquement pendu. Il était évident qu'en instituant sur le monde le règne de la Conscience Universelle, ladite Conscience Universelle se mêlerait, un jour, à coup sûr, de nos petites affaires, surtout si nous n'étions pas chaussés de ces fortes bottes à l'aide desquelles on éloigne les importuns. Il était évident que l'eau glacée du procès de Nuremberg nous retomberait un jour en pluie sur la figure par la pomme d'arrosoir de l'O. N. U. Il y a sept ans que toutes ces belles conséquences ont été déduites et prédites dans le *Nuremberg*, de Maurice Bardèche, qui doit beaucoup s'amuser, en ce moment, de voir ses prédictions se réaliser avec tant d'exactitude. Que notre régime, si fièrement campé sur la Conscience Universelle, fondement de son existence et base de sa légitimité, se débrouille donc comme il pourra avec le licol qu'il s'est passé lui-même autour du cou. Ce n'est pas nous qui irons à son secours. Et nous rirons bien de voir les Tartuffe et les imbéciles qui ont sur la conscience les cent mille cadavres de la « Libération » dont l'O. N. U. ne leur parlera pas, s'entendre reprocher, comme ils l'ont fait aux autres, les assassinats de combattants de la résistance « pourvus d'un brassard » particularité qui leur donnait droit évidemment à toute notre considération. Nous ne saurions trop recommander aux éventuels défenseurs de la France la lecture du même *Nuremberg* de Maurice Bardèche, dans lequel l'auteur a fort bien montré les droits des armées en campagne contre les groupes de francs-tireurs et de partisans. L'énergique et excellent discours de M. Antoine Pinay sera utilement complété par ces extraits.

*
* *

Tout le monde est content. La grande presse exulte. La démocratie a triomphé. Le régime de Peron est enfin renversé. Une junte militaire a pris le pouvoir et les quartiers ouvriers l'ont accueillie avec des barricades : c'est bien la preuve que le nouveau régime est incontestablement *démocratique* Qu'est-ce que la lutte mondiale contre le communisme a gagné à la disparition d'un régime anticommuniste appuyé sur la classe ouvrière, plébiscité par elle, et qui avait su faire d'une notable partie de l'Amérique du Sud un territoire interdit au communisme ? Il n'est pas difficile de répondre à cette question. L'histoire du parti communiste argentin commence demain. Nous ouvrons un

front de plus. Qu'est-ce que l'Eglise catholique a gagné à cette chute ? Un de nos lecteurs proteste contre l'article de notre n° 26 et se déclare convaincu que le Vatican n'a pas travaillé à la chute de Peron. Nous souhaitons qu'il en soit ainsi. Car, enfin, si, dans quinze ans, après quelques séries de pronunciamentos, le parti communiste argentin transforme les églises en granges à fourrage et les prêtres en forçats, qui ne songera avec regret au temps où les *descamisados* élevaient des statues à Evita? La perte de Peron est assurément, pour l'instant du moins, une brèche ouverte dans le front anticommuniste.

Nous accueillons sans préjugés le régime militaire qui lui succède. En dépit des acclamations de la grande presse, il ne nous paraît pas tellement *démocratique*. Il a commencé sans massacres, c'est déjà quelque chose à quoi nos démocrates professionnels ne nous avaient pas habitués. Il semble désireux de tenir compte de cette volonté des classes pauvres sur laquelle Peron s'était appuyé. Il n'a pas capitulé devant le malheureux milliardaire qu'on a dépouillé de la *Prensa*. Il a pris ses distances à l'égard de la séduisante Standard Oil. Ce sont là de bonnes intentions. Mais, en politique, ce sont les actes qui comptent et non les intentions.



Le comique ne perd jamais ses droits. Les Etats-Unis et la France ayant refusé de vendre des armes à l'Egypte prétendent lui interdire d'en acheter ailleurs. C'est décidément une belle chose que l'alliance atlantique ! On ne se demande pas trop pourquoi les Etats-Unis qui ont inventé l'Etat d'Israël s'arrangent pour refuser poliment des armes à l'Egypte. Et assurément l'Egypte, s'étant montrée un peu trop sensible aux bonnes grâces de nos fellagha, a donné un prétexte au gouvernement français, en réalité plus soucieux de complaire à de puissants intérêts israélites que d'éviter rigoureusement des infiltrations auxquelles il peut s'opposer par d'autres moyens. Mais c'est une belle plaisanterie que de nous raconter que les armes tchécoslovaques transmettent la vérole. Quand la France sera aussi bien protégée que l'Egypte contre l'influence des communistes, elle pourra assurément acheter des armes n'importe où. Ces maladroites pressions économico-politiques montrent un peu trop le bout de l'oreille. Nous savions déjà que l'alliance atlantique consiste essentiellement à inscrire « chasse gardée » sur nos territoires. Mais enfin il faudrait savoir si décidément nous ne sommes plus que des *locataires* dans nos propres pays.

XXX.

Tragiques conséquences des carences gouvernementales en Algérie

Me K... (du barreau d'une grande ville algérienne) est un avocat musulman remarquable pour l'extrême pureté de son français et son élégance simple mais recherchée. Il conduit sa voiture américaine. Maniant souvent le paradoxe, dissertant toujours avec le sourire, il est parfois difficile d'établir la part de la boutade, du cynisme ailé ou de la vérité exprimée avec humour dans ses paroles.

— Les Français ne comprirent rien aux problèmes coloniaux, me dit-il. Combien d'Arabes en Algérie au moment de la conquête ? Personne ne sait. 800.000, peut-être un million tout au plus ! Imaginez que vos compatriotes aient imité les Etats-Unis. Oui, qu'ils aient parqué les Arabes dans des réserves pour les soumettre à une disparition progressive. Aujourdhui, plus de questions indigènes, pas d'autonomisme. Les Indiens des U.S.A. revendiquent-ils le départ des blancs ?

« A cette méthode, vous préférâtes nous envoyer des médecins, des hygiénistes, des agriculteurs. Les trachomes disparaissent, la mortalité infantile décroît rapidement, les sauterelles reculent, les famines et les disettes ne sont plus qu'un souvenir. D'un million, la population indigène atteint presque neuf millions officiellement et certainement dix à onze en réalité. Vous avez des ennemis sans nombre en Afrique du Nord. Les Américains n'en ont pas en terre indigène. Seul, le résultat compte. »

Toujours souriant, Me K... parla d'autre chose.

Le flot de ses attendus pittoresques sur divers sujets n'estompa pas un argument de base qu'on ne trouve pas dans la propagrande française, d'abord parce qu'il n'existe aucune propragande française efficiente adaptée au tempérament indigène en pays musulman.

Il serait vain de nier un paupérisme à l'état permanent ; mais qui connaît bien l'Islam (y compris l'Egypte, la Syrie, l'Irak et l'Iran) s'aperçoit vite que l'Algérie a plus d'un demi-siècle d'avance pour les réalisations en faveur de l'indigénat. Déjà en 1938, le gouverneur général d'alors, M. Le Beau, me

disait que le problème humain de l'Algérie se résumait en une phrase : « *La population indigène s'accroit de 700.000 âmes par an pour lesquelles il faut trouver un toit et du travail.* » Le problème social n'a pas changé. Il s'aggrave simplement un peu à cause de la progression démographique qui est géométrique et qui est d'autant plus géométrique que les allocations familiales sont hautement appréciées des indigènes.

Cette compétition pour les allocations familiales donne lieu à des fraudes extraordinaires que les inspecteurs ont souvent quelque mal à débrouiller. Il parut anormal qu'un modeste commerçant Kabyle déclarât 6 employés ayant, chacun. 4, 5 et 6 enfants. Le « commerçant » avait un simple fourneau en plein air, sur lequel cuisaient des pois chiches qu'il vendait en lançant le fameux : « *Blébis ! les blébis !* ». Il déclarait six parents chargés de famille pour lesquels il payait 16,75 % d'un salaire imaginaire. Lorsque les parents recevaient les mandats des A. F. pour les 4, 5 ou 6 enfants, le commerçant prélevait 50 % pour sa part.

Mieux. Un Arabe jouissant d'un travail régulier n'avait pas d'enfant. Dans le village éloigné, son domicile légal, les nouveaux-nés de ses parents étaient déclarés, à l'état-civil, à son nom. Ainsi touchait-il pour cinq enfants. (L'Etat-civil est une formalité imposée par les Roumis à laquelle commence à se soumettre l'indigène qui n'y attache aucune importance légale ou morale. L'essentiel est que l'affaire puisse rapporter quelque chose. C'est ce qu'on appelle « le fourbi arabe »).

Ce paupérisme que l'étranger reproche tant à la France en oubliant de balayer devant sa porte, existe mais n'est pas tellement tragique ; personne ne meurt de faim. Avant la conquête, il existait au décuplé ; les tribus étaient en lutte perpétuelle et en guerre permanente à cause des vols de troupeaux, des razzia permettant aux plus forts de vivre du travail du plus travailleur, mais du plus faible. Si certains transhumants vendent encore les fillettes à de vieilles hétaïres songeant à leurs vieux jours, ça n'est pas tellement par nécessité d'argent ; la fillette est un objet encombrant et une bouche inutile dans le nomadisme. Opération devenue rare, mais, jadis, très courante puisqu'on alimentait de cette façon les « maisons de danses » nord-africaines.

Puis, osons le dire, le travail suivi ne convient pas à tous les indigènes ; certains sont incapables d'un effort soutenu et éprouvent le besoin de changer d'atmosphère tous les mois. Il n'y a guère que dans les villes où l'indigène, happé, malaxé à son insu par la vie quotidienne des blancs, devient une

excellente main-d'œuvre. Mais les grandes villes ne sont pas toute l'Algérie.

A Michelet, en Haute-Kabylie, Hanafi ayant été impeccable dans son service, à son salaire mensuel j'ajoutai 1.000 francs de prime. Le lendemain, personne. On me signala Hanafi jouant aux dominos dans un café maure où je me rendis bientôt. Hanfi n'était pas fâché ; il souriait, enveloppé dans un burnous bien blanc.

— Oh ! moi ! j'ai de quoi vivre un mois sans travailler !... me répondit-il.

Trois semaines après, il venait me demander s'il pouvait reprendre son travail, sans gêne, comme si tout était naturel.

Qui veut discuter des questions nord-africaines sans la connaissance des Berbères, des Arabes, des Israélites indigènes devenus citoyens français depuis le décret Crémieux, des Mozabites, puis des Maltais, Majorquins, Siciliens et Sardes (dont l'ensemble des colons français supporte le poids de méthodes assez discutables), risque de se tromper lourdement. Un musulman ne raisonne pas comme un blanc et j'attends qu'on me prouve que la civilisation arabe avec ses mœurs et ses coutumes ne s'adaptait pas cent fois mieux aux indigènes que la civilisation occidentale qu'on voulut leur imposer au nom d'un « progrès » qu'il fallait nuancer suivant les latitudes. Plus on voyage à travers le monde, plus on s'aperçoit que la civilisation blanche est dénuée de sens en dehors des climats tempérés. Et l'on pense à la sagesse de la reine Elisabeth disant aux Maoris lors de son dernier périple impérial : « *Conservez votre civilisation propre sous toutes ses formes* ». Sagesse tardive des peuples colonisateurs ?

Lorsque sur cent européens, cinq seulement consentent à revêtir le zarouel et le burnous adaptés au climat, nous affirmons que les 95 autres — qui se croiraient déshonorés en s'habillant comme les Arabes — ont tort. Un pantalon ou un short gênent ; le zarouel est léger et frais tout en protégeant des coups de soleil.

L'immense majorité des musulmans n'avait pas de besoins ; elle se couchait avec le soleil et se levait avec lui ; elle ignorait le vin et l'alcool. Elle ignorait presque l'argent et se contentait du troc ; le khammès (jardinier) recevait le cinquième de la récolte pour son salaire. La civilisation voulut créer des consommateurs et transformer une théocratie atavique en démocratie ; elle supporte les conséquences d'appétits qui se réveillent alors que le développement considérable des moyens mécaniques agricoles dans les colonies supprime des milliers d'emplois...

*
* *

Nous nous tenons aux *effets* de la situation algérienne, c'est-à-dire au problème humain mais tout de même secondaire dans les troubles nord-africains. Les *causes* sont tout à fait autre chose, nous vous en avons déjà fait part précédemment. Il est évident qu'il n'y aurait pas eu de troubles sans Radio-Budapest, sans Radio-Le Caire, sans Radio-Tétouan, sans Radio-Damas depuis la conférence de Bandoeng. Les « évolués » — il y en eu toujours en Afrique du Nord — eussent continué leurs campagnes pacifiques de revendications. C'est l'éternel litige de l'occupant et de l'ocupé et « le Plan des Réformes marocaines » fut *respectueusement* présenté au Sultan et au ministre Laval en... 1934. On retrouve ses auteurs — dont Allal el Fassi — dans les rangs de l'Istiqlal. En familier des problèmes islamiques, je me permets d'affirmer que *l'actualité* musulmane n'existe pas ; il n'y a que des *aboutissements.* Lyautey l'avait prévu dans sa note (oubliée) sur « la notion de protectorat ».

Lorsqu'aux excitations irradiées viennent se joindre les envois d'armes (via Tanger, Berkane, Collo, Rosa, Ben Gardane, la Tripolitaine et le Rio de Oro), les parachutages de munitions et de « techniciens » (Aurès central), les chefs de commandos dressés à l'école de guerillas du Caire et de Libye, les promesses de places de choix « dans un pays libéré des Français », les représailles annoncées contre les « collaborateurs des colonialistes », on ne doit pas s'étonner que l'émeute devienne rebellion puis insurrection. Surtout devant la longue indifférence des pouvoirs responsables administrant le présent sans regarder vers l'avenir. Chacun sait que l'aide de l'étranger est toujours acceptée avec reconnaissance lorsqu'il s'agit de se débarrasser du voisin le plus immédiatement gênant. Sans les ingérences étrangères, le département de Constantine ne connaîtrait pas les horreurs d'une guerre sournoise.

Nous insistons en répétant — afin d'éviter les surprises ultérieures — que, même victorieuse, la répression ne ramènera pas le calme en Algérie. Colons, commerçants, fonctionnaires et militaires sont d'accord : *le cas algérien* qui n'existait pas jusqu'à présent, est venu se joindre aux « cas » tunisien et marocain.

Lorsqu'en 1945 éclata l'insurrection kabyle, fomentée par des agents britanniques dont les collègues agissaient parallèlement en Syrie, le général Duval intervint. Huit jours après les troubles étaient mâtés.

Le 6 novembre 1954, la révolte de l'Aurès et de la Kabylie groupait, en tout, 6 à 700 « fellagha ». Les hommes français reçurent l'ordre de ne tirer que s'ils étaient attaqués. On limita le nombre de cartouches des militaires partant en patrouille. Quand des émeutiers s'approchèrent des casernes de Biskra, les sentinelles n'avaient aucune cartouche dans leur fusil. Alors que des rebelles, ayant attaqué des militaires français, laissèrent des cadavres sur place, on envoya des juges d'instruction sur place pour enquêter sur les circonstances de ces décès. Je vis des officiers absolument déchaînés :

— Si l'on ne veut pas que nous fassions notre métier, pourquoi nous a-t-on fait venir ?

Ce fut l'époque où le héros de l'Indochine, le général de parachutistes Gilles, se vit rappeler en France « pour raisons de santé ». On affirme qu'il avait jeté ses gants à la figure du préfet de Constantine qui, lui, n'exécutait que les ordres du président du Conseil d'alors, M. Mendès-France et de son ministre de l'Intérieur, M. Mitterand. La politique menait les opérations militaires... La rebellion fit tache d'huile. Devant le manque de réaction de la France, le nombre des insurgés doubla.

Puis vint l'opération « remise volontaire des armes par les fellagha ». Le gouvernement français désirait un succès de prestige par retour au calme sans effusion de sang. But louable, souhaitable, auquel tout le monde ne pouvait qu'applaudir, sauf ceux qui connaissaient les musulmans et surtout les Chaouias de l'Aurès et les Kabyles. Pour activer ces remises d'armes, on stimula les amine par des primes (jusqu'à 10.000 francs). Les armes déposées furent surtout des modèles démodés. Par souci publicitaire, ces armes furent rangées devant les faisceaux formés par les troupes françaises et l'on invita les envoyés de presse à photographier « les armes remises spontanément par les rebelles ». Et le public de s'esbaudir en voyant les faisceaux qu'ils prirent pour les fusils des rebelles...

Cette jonglerie d'illusions ne trompa pas ceux qui se trouvaient sur place et surtout les rebelles. Les taches dissidentes s'agrandirent et M. Mitterand dut annoncer des « *représailles terribles* » si, le calme ne revenait pas. Il y eut quinze jours d'accalmie, puis la révolte s'étendit rapidement. Fait excessivement grave pour qui connaît le musulman ; *la France avait perdu la face en annonçant des représailles qu'elle ne réalisa pas.* Les hésitants vinrent grossir les troupes de Krim Belkacem et de Tabar Lassoued. Dès février 1955 j'envoyai à un quotidien français un article intitulé « Les rebelles préparent une offensive

de printemps » qui ne fut pas inséré parce que manquant d'optimisme... Trois mois après, la région de Condi-Smandou entrait en effervescence. Le maquis vague s'est transformé en trois « fronts » : Aurès-Sud, Aurès-Nord et Kabylie (entre 5 et 7.000 insurgés).

*
* *

A vrai dire, tout le monde ne fut pas surpris de la révolte algérienne. La police des renseignements généraux (P. R. G.) savait à quoi s'en tenir et avait prévenu le gouvernement général qui, à son tour, avisa le ministre de l'Intérieur. Pas d'ordres.

En décembre 1954, un renseignement d'agent double permit d'apprendre que, pour soutenir l'action des rebelles, une « Saint-Barthélémy éclaterait à Alger, le jour de Noël ». La population vivait dans l'angoisse, aussi le gouverneur général Léonard laissa-t-il opérer la R. P. G. Des centaines d'arrestations de membres du P. P. A.-M. T. L. D. dont certaines touchèrent les maires-adjoints de la ville d'Alger qui se servaient des bureaux de l'Hôtel de Ville pour lancer leurs tracts anti-français. M. Jacques Chevallier, député-maire d'Alger, et ministre du cabinet Mendès-France, ne devait pas pardonner ces arrestations parmi d'aussi proches collaborateurs. M. Léonard reçut une autre mission et toute l'équipe de tête de la police, équipe qui aida l'ancien gouverneur, M. Naegelen, à rétablir le calme après le départ de M. Chataigneau, fut déplacée ou mutée d'office en France « dans l'intérêt du service ». Je vis ces hommes pleurer de rage lorsqu'ils s'embarquèrent. Ils luttaient depuis dix ans contre le séparatisme, ils savaient ce qui allait se passer en Algérie. Ils ne se trompèrent pas.

Pendant ce temps, les tribunaux *civils* du Tizi-Ouzou et de Batna (assimilation des révoltés pris les armes à la main à des délits de droit commun, ordre du ministère de l'Intérieur) condamnaient à des peines légères ou relaxaient des rebelles que l'on reprenait un mois après dans le maquis avec d'autres armes à la main. Il fallut la pression de l'opinion publique pour que les pouvoirs passent aux tribunaux militaires.

La presse algérienne de tendance gouvernementale mena grand bruit sur « les 175.000 hommes de troupes » que l'Algérie allait recevoir. Sur le papier seulement. Puis on parla de 100.000. L'Algérie les attend encore. Le gouverneur Léonard avait eu l'idée — née au Maroc — de lever des forces supplétives, les goumiers, tous anciens tirailleurs ou anciens spahis, mais musulmans quand même. Nombreux furent ceux qui répondirent à l'appel. Ils signèrent un engagement de six mois et durent

quitter immédiatement leurs emplois car leur départ était prévu dans la huitaine.

Le nouveau gouverneur général, M. Jacques Soustelle, nommé par M. Mendès-France et avalisé par M. Edgar Faure, n'apprécia pas l'idée de mobiliser des goumiers. Trois mois après leur engagement, sans emploi, traînant la misère, les candidats-goumiers vociféraient contre la France ; les places sont rares et ils étaient sans ressources. Lorsque j'entendis l'un d'eux déclarer qu'il n'avait plus qu'à rejoindre le maquis de Bouira, j'écrivis à M. Antoine Pinay pour lui exposer la situation propice à l'extension du mécontentement par notre faute. Quinze jours après ils étaient appelés (avril dernier).

Il y aura d'excellents goumiers ; il y en aura d'autres, ceux qui écoutent journellement les émissions du C. R. U. A. (Comité Révolutionnaire d'unité Algérienne-Le Caire). Déjà le commandant Miquel est tombé mortellement atteint par un tirailleur indigène nommé Sellah qui déserta. L'affaire de Guentis (32 orphelins), qui vit le massacre de l'administrateur Dupuis et de tous les gradés de l'escorte, est due à la trahison des goumiers qui tirèrent dans le dos de leurs chefs avec la complicité d'une embuscade de rebelles. 31 « disparus », c'est-à-dire, 31 désertions après la tuerie. Ce goum venait des environs de Cherchell où l'état d'esprit n'est pas des meilleurs. Le goum est musulman et l'on insinue que le M. T. L. D. oblige certains de ses agents à s'enrôler dans les goums pour « travailler » les goumiers et les inciter à passer chez les rebelles avec armes et bagages. Les Français refusent d'imiter leurs adversaires qui prennent des garants de fidélité dans les familles ; nous devons donc prévoir certaines difficultés suivant les régions de recrutement. Ajoutons qu'au début de juin, les goums attendaient toujours leurs fusils-mitrailleurs et leurs mitrailleuses, tandis qu'en mai, sur ordre venu de Paris, on relâchait douze « hommes de choc » violemment francophobes, d'où la fureur d'un juge d'instruction qui, du coup, vida presque la prison.

*
* *

Je vis des jeunes de France, du contingent cerner des massifs, risquant à chaque seconde la balle dont on ne retrouvera jamais le tireur. On les envoie comme pour une chasse au lapin à une guerre sournoise pour laquelle ils ne sont pas entraînés, ni équipés en conséquence. C'est grave, malgré leur bonne volonté et leur courage.

La politique intérieure s'immisce trop dans un domaine qui est devenu une question de forces. Les Algériens se découragent

et les Israélites nord-africains vivent dans l'anxiété ; ils savent que les musulmans vont *toujours* du côté du plus fort. Qui ignore la métaphysique coranique ne sait pas qu'en Islam la bonté est synonyme de faiblesse. Si l'on perpétue le système actuel en refusant l'état de siège sur l'ensemble du territoire, c'est une guerre d'Indochine qu'il faut prévoir.

Les officiers dont les troupes opèrent actuellement en Aurès estiment que huit mois sont nécessaires pour ramener le calme en Algérie. De hauts fonctionnaires civils s'occupant de la sécurité envisagent au moins un an à la condition de disposer d'effectifs suffisants pour contrôler et occuper les villages soumis. Tous semblent d'accord pour souhaiter le rétablissement des Affaires Indigènes Algériennes supprimées trop hâtivement dans les régions à demi-sauvages, réfractaires à la pénétration blanche. Il ne sert plus à rien de masquer la vérité, les mots d'ordre gagnent maintenant le sud-algérien jusqu'alors calme, paisible et très francophile. On éprouve désormais des craintes à Laghouat dont l'évocation du nom rappelle un des épisodes les plus farouches de la conquête de l'Algérie.

Avec le tempérament musulman, les réformes doivent venir « à froid ». « A chaud », elles ne seront considérées que comme des concessions à la peur, tremplin pour exiger davantage et recommencer le chantage au mécontentement. *Car des réformes intérieures profondes sont nécessaires,* mais convient-il encore de les appliquer au moment opportun.., tout comme il fallait agir avec décision contre la rébellion au moment non moins opportun.

Bien que l'on ait évité d'en informer la presse, fin mai dernier on commença à employer les « grands moyens » dans l'Aurès-Sud. Les « tapis de bombes » et les « ratissages » firent leur apparition dans les coins irréductibles. Moralement, la France avait tout tenté pour éviter le systématisme destructif. Mais pour en arriver là après sept mois de « pourrissement », convenons qu'un peu d'énergie au départ eut limité à une ou deux semaines les opérations (comme en 1945) et que, tout compte fait, on eut évité des centaines de millions de destructions, beaucoup de morts et, surtout, on eut circonscrit le malaise à l'Aurès alors qu'aujourd'hui il couvre toute l'Algérie. Le « cas algérien » n'existerait pas ou n'aurait pas pris cette ampleur morale que le sort des armes ne parviendra pas à supprimer.

Pierre Fontaine.

Les Etats-Unis et la crise marocaine

Cette année-ci, les Français ont subi deux humiliations graves : l'armée de Tunisie, au moment où elle était sur le point d'écraser une rébellion soudoyée et organisée par l'étranger, a été priée de cesser le feu et d'acheter en quelque sorte la reddition des armes de ses ennemis qui recueillaient ainsi l'avantage inespéré de se tirer d'une fâcheuse affaire avec les honneurs de la guerre et de devenir les interlocuteurs « valables » d'une négociation diplomatique. Au Maroc, en dépit d'une longue série d'assassinats, souvent accompagnés de tortures, en dépit du carnage d'Oued Zem qui ne cède en rien à celui d'Oradour, les inspirateurs des massacres sont reçus en conférence par cinq ministres français et un général, grand chevalier de la Légion d'Honneur par surcroît, est prié de suivre un nouveau chemin de Canossa et de quémander un appel aux Arabes du Maroc afin qu'ils fassent preuve d'assez de modération dans la violence pour que le sultan, déposé par nous il y a deux ans, puisse tout de suite se rapprocher de son trône et s'y asseoir dans quelques mois lorsque des politiciens habiles auront conduit la situation marocaine au degré de pourissement nécessaire.

Il a dû falloir de bien lourdes pressions sur nos gouvernants pour qu'un ministère « modéré », en majorité hostile à la politique d'abandon pratiquée par Mendès-France, laisse ronger petit à petit ses positions par un président plus imbu d'idéologie démocratique que de sens du gouvernement, plus soucieux, en tous cas, de maintenir l'unité du parti radical contre les coups de Mendès-France que d'écouter les Français d'Afrique du Nord dont l'expérience devrait, cependant, être précieusement recueillie dans des conseils où les néophytes sont légion.

De quelques influences.

Ces pressions sont d'ordre divers. On a évoqué l'action des financiers américains et, singulièrement, celle des rois du pétrole. On a aussi beaucoup parlé de somptueux pôts-de-vin

distribués par les agents financiers de l'ancien sultan. Ces libéralités expliqueraient la touchante unanimité de la presse en faveur de l'abandon déguisé du protectorat. Ce sont, malheureusement, des points sur lesquels nous n'avons pas de lumière spéciale et qui seront, sans doute, éclairés un jour si une logique impitoyable veut que la politique actuelle porte ses fruits amers et qu'une haute cour demande à chacun des responsables le compte de ses actes.

Nous pouvons mentionner avec plus de sécurité l'influence maçonnique.

La F.·. M.·. n'est pas « colonialiste ». Pendant la guerre de Sept ans, elle a dit avec Voltaire que les Français n'avaient pas besoin de se donner de mal pour garder « quelques arpents de neige » et a grandement contribué à nous faire perdre un magnifique empire au Canada. Dans le numéro de mars dernier, nous avons écrit que, depuis trente ans, g.·. o.·., g.·. l.·. et F.·. M.·. du Droit humain s'efforçaient de « libérer » les peuples de couleur et nous avons cité pour l'édification de nos lecteurs, un vœu du convent de 1928 du Droit humain demandant « la disparition totale du régime colonial ». La politique des Loges n'a pas changé depuis. C'est elle qui a inspiré la regrettable déclaration de Brazzaville qui reste le *credo* de la plupart des hommes politiques issus de la résistance, si « modérés » qu'ils se croient.

Mais il est une autre influence qui a joué, c'est celle des Etats-Unis.

M. Foster Dulles se range peut-être parmi les amis de la France, mais c'est un singulier ami. A une époque où nous pouvions encore raisonnablement espérer sauver la presque totalité de l'Indochine, il a poussé nos ministres à reconnaître l'indépendance du Viet Nam et a fait presque autant que Mendès-France pour que ce pays où tant des nôtres sont morts nous échappe. Au cours du mois d'août, avec une indiscrète insistance, il a déclaré que le traité signé avec la Tunisie était un modèle à suivre pour le Maroc. « J'espère, a-t-il ajouté quelques jours plus tard, qu'un règlement rapide du problème marocain rendra inutile son examen par l'O. N. U. ». Dans le cas contraire, l'attitude américaine dépendra de l'évolution de la situation.

Si M. Foster Dulles s'est montré si pressant, c'est que la F.·. M.·. américaine a développé à un point encore inconnu chez nous la psychose de l'anticolonialisme et qu'il est talonné par la presse. Nous allons revenir sur cette dernière question dans un instant.

Le ministre américain a-t-il aussi peur de l'O. N. U. ? Nous en doutons, mais il sait jouer de cet épouvantail qui sème la terreur chez beaucoup de nos hommes politiques. Comment ces derniers n'ont-ils pas encore réalisé ce que sait le Français le plus « moyen » ? Les foudres de l'O. N. U. sont mouillées et nous jetterions l'effroi dans ce panier de crabes si nous froncions les sourcils et faisions mine de le quitter : nous lui donnerions en effet, un coup terrible. D'ailleurs, l'Afrique du Sud a bien été menacée de votes défavorables, mais il a suffi de l'annonce de son départ pour que l'O. N. U. coupe court aux débats.

REVUE DE PRESSE.

Mais revenons à la presse américaine qui inspire tant de nos journaux. A notre époque, la malfaisance de la presse est immense et ses mauvais coups ne se comptent plus.

Notre présence au Maroc heurte les principes de la presse américaine et il ne manque pas de jour où elle ne nous le fasse savoir. A quelques exceptions près, grands et petits journaux hebdomadaires et périodiques de toutes nuances rivalisent de mauvaise foi dans la présentation des faits et d'hostilité dans la rédaction de leurs éditoriaux.

Le 25 juillet, par exemple, *Time* semblait se réjouir de la façon dont Grandval avait décapité les services de la résidence et décrété l'amnistie de terroristes. Le 1er août, il parlait en termes complaisants de « l'énergique » nouveau résident général et disait que les gardes mobiles venus de France avaient produit une impression favorable sur les Marocains qui « craignent et détestent » les gendarmes locaux : ces derniers auraient un plaisir trop évident à appuyer sur la gachette de leurs mousquetons. (*Trigger-happy*). *Time* ajoutait : nous sommes au XXe siècle. Nous devons faire preuve d'un certain degré d'intelligence. Nous ne devons pas être faibles, mais toute continuation de la politique de force serait une stupidité.

On nous objectera que *Time* est un hebdomadaire de gauche qui, à différentes occasions, a traité la France sans ménagement ni sympathie.

Prenons *Newsweek* où différentes tendances se font jour au plus grand mépris de l'intelligence des lecteurs, mais où plusieurs rédacteurs réussissent souvent à faire passer des articles clairvoyants. Jusqu'à ce que la question indochinoise prenne un caractère aigu, nous n'y avions jamais remarqué de commen-

taires désobligeants pour la France. Depuis l'ouverture de la crise marocaine, *Newsweek* est, à notre avis, parfaitement désagréable.

Le 6 juin, à côté de deux articles sur l'Indochine que l'on peut résumer par cette phrase, écrite d'ailleurs en toutes lettres en tête de l'un d'eux : « *Go Home, Frenchmen* », nous lisons cette information dont le caractère n'échappera à personne :

« PARIS. — *On s'attend ici à une émotion considérable lorsque l'on saura que les Etats-Unis repoussent une requête française secrète d'aide en Afrique du Nord. Les Etats-Unis n'ont, actuellement, aucune intention d'être du mauvais côté par rapport au nationalisme arabe.* »

Le 11 juillet, *Newsweek* dépeignait « l'aveuglement » des Français en ces termes peu obligeants :

« *Avec une fascination instinctive pour l'auto-destruction, beaucoup de Français croyaient que la marée montante du nationalisme arabe pouvait être arrêtée à un stade antérieur à l'indépendance — avec la France encore au sommet.*

...Ils ont, semble-t-il, fait leurs calculs au rebours du temps et de l'histoire... »

Il est facile de lancer de telles propositions lorsque, en sous-main, on fait tout pour que « le temps et l'histoire » marchent contre les victimes désignées.

Les numéros suivants de *Newsweek* ont annoncé dans le même esprit désagréable la démission du maréchal Juin du haut comité de l'Afrique du Nord et la contre-manifestation française du 14 juillet à Casablanca. Le départ du maréchal Juin prenait presque le caractère d'un abandon de poste et les Français de Casablanca étaient représentés comme des brutes et des fanatiques.

Le 25 juillet, *Newsweek* constatait que le don aux Français de huit hélicoptères américains destinés à être utilisés contre les nationalistes d'Afrique du Nord n'avait pas réussi à détendre les relations franco-américaines.

« *Les personnages officiels américains se plaignent que les Français ne tiennent pas leur promesse et ne précisent pas le genre de politique que les hélicoptères serviront à faire triompher; cependant, les Français demandent toujours plus de matériel.* »

Le 29 août, *Newsweek* commentait la déposition de Ben Youssef en 1953 :

« *La déposition imposée par les colons extrémistes et soutenue par le rusé pacha de Marrakech, Thami El Glaoui, a été la plus grande faute des quarante-trois ans de l'administration française au Maroc. Les Nationalistes ont exigé le retour de l'ancien sultan et une plus grande part dans le gouvernement de la colonie nord-africaine qui est grande comme la Californie et peuplée de 5 millions d'Arabes, de 3 millions de Berbères et seulement d'un demi-million de Français et autres Européens.* »

Evidemment, si l'on s'en tient à la démocratique loi du nombre, ce sont les Français qui ont tort !

Si nous passons à la *New-York Herald Tribune*, nous entendons le même son de cloche. Stewart Alsop s'est fait l'avocat de Grandval et le 29 août, il concluait son article en ces termes :

« *Bref, depuis le 20 août* (date du massacre d'Oued Zem où la responsabilité de Granval paraît très engagée) *la situation en Afrique du Nord française s'est rapprochée à grands pas du point qui en fera une nouvelle Indochine. Il se peut qu'elle puisse être encore sauvée. Une action décisive de la part du gouvernement français, il y a seulement quelques jours, eût presque certainement écarté le danger. De toute évidence, l'impuissance qui paralyse le système politique français est un luxe qui coûte cher.* »

Le 1er septembre, Alsop parlait des chefs nationalistes marocains comme « d'hommes modérés, issus de la bourgeoisie, devenus révolutionnaires par la force des circonstances »; autrement dit, par la faute des colons français. A Oued Zem, ces derniers ont été à même d'apprécier la « modération » de leurs troupes.

Mais achevons cette revue des organes les plus représentatifs de la presse américaine par une citation du *New-York Times*. Le 18 juillet, son éditorial était ainsi rédigé :

« *La situation au Maroc, qui s'est traduite par de lourdes pertes en vies humaines à la suite d'une explosion d'émeutes insensées, est un héritage d'un colonialisme attardé au* XIXe *siècle. Elle n'en est pas moins douloureuse parce que tout le monde, même le gouvernement français, reconnaît que le colonialisme est mort. Maintenant, la question n'est pas de savoir SI la France accordera au Maroc des institutions libres, mais QUAND elle le fera.*

...A l'heure actuelle, les Français en sont réduits à maintenir l'ordre au Maroc par la force des armes. Cette méthode ne peut pas être utilisée indéfiniment par une nation qui, à Genève et ailleurs, a pris une position internationale en faveur de la « liberté ».

L'Action de l'American Jewish Committee.

Rappelons à nos amis que le *New-York Times* est la propriété d'une famille israélite, celle des Sulzberger. Cette précision nous amènera à exposer l'action entreprise en France par l'*American Jewish Committee* et les démarches faites par des Israélites influents dans les coulisses de la conférence d'Aix-les-Bains.

En mars dernier, nous avions protesté contre la campagne d'agitation faite par *Evidences*, organe de l'A. J. C., afin d'établir que la France, pays des Droits de l'Homme, était mal venue de s'opposer aux légitimes revendications des nationalistes tunisiens et marocains. Cette campagne avait permis à Emile Touati de formuler les revendications du judaïsme marocain, notamment : la participation à la vie publique sous toutes ses formes : municipale, syndicale, culturelle, politique ; la non-discrimination dans tous les domaines. Or, cette participation, écrivait Jean Rous, est pour le moment impossible, car « *l'Etat marocain est encore un Etat théocratique musulman et théoriquement les Juifs ne peuvent participer à ces institutions, sauf du fait du prince* (1) ».

Cette enquête avait fourni au Pacha Si Bekkaï l'occasion de fournir tous apaisements à l'*American Jewich Committee*. Il avait terminé son article par ces lignes :

« *Nous ferons volontiers nôtre cette conclusion de M. Chouraqui... :* Le principe de l'Etat national est le mouvement qui tend a annihiler les formes sociales d'isolement... L'Etat n'est ni une consanguinité, ni une unité linguistique. . L'Etat marocain... devra réaliser dans l'action la collaboration fraternelle de tous les éléments de sa population. (2) »

Cette déclaration a fait de Si Bekkaï un « interlocuteur valable » et c'est la raison pour laquelle, si le renseignement donné par M. Paul Dehème dans la *Lettre quotidienne* (et reproduit par *Aspects de la France*) est exact, l'avocat de Si Bekkaï, Paul Weill, aurait été convoqué par M. Edgar Faure à une mystérieuse conférence avec Grandval et son oncle, Mᵉ Landowsky, aux environs du 4 juillet. Ce serait, a écrit M. Paul Dehême, au cours de cette réunion que la ligne politique à suivre en matière dynastique aurait été arrêtée.

Quoiqu'il en soit, Jacques Dahan, secrétaire général du Con-

(1) *Evidences*, septembre-octobre 1954, p. 8.
(2) *Evidences*, novembre 1954, p. 11.

seil des communautés juives du Maroc, et le Dr Benzaquen, de Casablanca, ont été invités à représenter le judaïsme marocain à la conférence d'Aix-les-Bains. D'autre part, le gouvernement français a inscrit sur la liste de ses candidats aux postes ministériels les noms de Jacques Dahan et de Sam Nahon. S. M. Ben Arafa a répondu qu'Elle ne désirait pas prendre de Juifs dans son gouvernement, car c'était contraire à la tradition nationale (1). Cette réponse a achevé de le condamner.

Le 2 septembre, *The Jewish Chronicle* annonçait que Juifs et Nationalistes marocains étaient arrivés à un accord de principe lors d'une réunion secrète qui avait eu lieu à Aix-les-Bains, le vendredi précédent. Les représentants du Parti démocrate de l'indépendance avaient accepté que toutes les restrictions aux droits des Juifs fussent levées dans le Maroc nouveau. Les délégués de l'Istiqlal étaient restés silencieux, mais leur silence ne pouvait-il pas être interprété comme un acquiescement ? Lors de la discussion de la création d'un poste ministériel pour un Israélite, les Juifs s'opposèrent à la création d'un ministère des Affaires juives. Ils insistèrent pour qu'un portefeuille « ordinaire » fût confié à l'un des leurs, disant que c'était le moyen pour les Nationalistes de montrer qu'ils rompaient avec un passé « théocratique ».

Le statut des Juifs sera, néanmoins, rédigé par le nouveau gouvernement lorsqu'il adoptera la constitution actuellement à l'étude.

L'accord un peu vague obtenu à Aix-les-Bains a incité les chefs du judaïsme marocain à prendre ouvertement position en faveur d'une révision totale des relations franco-marocaines et Me Meyer Toledano, avocat à Casablanca, secrétaire général du Comité central marocain du Congrès juif mondial (organisme dont la tête est aux Etats-Unis), a publié dans *le Monde* une déclaration qui a été reproduite dans la *Jewish Chronicle* du 9 septembre.

Il y a dit notamment que si, au lieu de contrecarrer un mouvement naturel et irrésistible, la France veut faciliter l'évolution politique du pays, le peuple marocain reconnaissant ne pourra jamais contester les droits intangibles de la France au Maroc. Le but à atteindre est de créer une monarchie parlementaire où le souverain règnera, mais ne gouvernera pas. L'Etat marocain n'aura plus aucun caractère religieux. La loi religieuse fera place à une constitution libérale et démocratique. Les services de l'Etat seront ouverts à tous les Marocains, qu'ils

(1) *The Jewish Chronicle*, 26 août 1955, p. 28.

soient musulmans, chrétiens, juifs ou athées. Tant que le Maroc nouveau ne disposera pas de fonctionnaires marocains qualifiés et qu'il n'aura pas acquis une indépendance économique réelle, ses relations avec les autres nations resteront confiées à la France.

Avec une parfaite netteté, Me Meyer Toledano envisage notre élimination progressive du Maroc. Il faut croire qu'il n'a pas convaincu ses coreligionnaires, car la presse a, depuis plusieurs semaines, annoncé qu'un plan d'évacuation de 40.000 Juifs avait été arrêté pour l'année en cours. *The Jewish Chronicle* nous informe qu'une aide financière internationale a été sollicitée pour cette opération. Le comité intergouvernemental pour les migrations européennes (I. C. E. M.) a présenté un rapport aux commissions judiciaire et de l'immigration de la Chambre des représentants en vue d'obtenir du contribuable américain les fonds nécessaires. D'autre part, la *Knesset* s'est réunie à Jérusalem afin de voter les impôts nécessaires à l'installation de ces nouveaux immigrants. Cette décision a été prise à la suite de violentes manifestations organisées par des réfugiés d'Afrique du Nord contre les restrictions apportées à l'immigration par le gouvernement d'Israël.

A notre avis, la cause est donc entendue : les Juifs qui, depuis deux mille ans, ont pris l'habitude d'évaluer les risques, ont mesuré la grandeur de celui que fait courir aux Français du Maroc la conjuration, stigmatisée par le maréchal Juin, « des professionnels de la trahison, payés ceux-là des mêmes deniers que les assassins à gage, des gens de bonne foi, des idéalistes et des objecteurs de conscience mais d'une conscience à œillères qui ne s'éclaire que sur un seul aspect des questions ».

En cédant à la lâcheté, la France s'apprête à perdre une des plus belles terres de son empire.

Or, l'exemple du Maroc espagnol prouve que la force calme et sûre d'elle-même est plus respectée que les intrigues et le planisme incohérent des démocrates.

Georges Ollivier.

La presse française et l'opinion

Il devient un lieu commun d'écrire que le public français est le plus mal informé de tous les publics et tend à l'être de plus en plus. Conséquence naturelle de la rafle de l'opinion publique à la libération. La presse actuelle dépendant des lois d'exception, de la dévolution des biens de presse, ne pouvait que perdre sa liberté puisqu'elle disposait de biens qui ne seraient définitivement à elle que suivant son zèle aux maîtres de l'heure. La radio privée étatisée ajouta à l'information en vase clos. L'Agence Française de Presse, qui succéda à Havas comme source officielle de renseignements, n'est qu'un instrument gouvernemental. Qu'on le veuille ou non, le trust de l'opinion est un moyen dictatorial.

Tous les journaux s'avérant les bénéficiaires de la rafle des entreprises de presse d'avant-guerre, ils sont solidaires des gouvernements qui décidèrent de leur fortune. Voilà pourquoi il n'existe plus de franc-parler, d'avertissements, d'opposition constructive sur le plan national. Il n'y a plus que des divergences de points de vue sur telle ou telle question. Avec cette méthode, le public-qui-sait-que-quelque-chose-ne-va-pas et qui aimerait qu'on le lui dise, se désintéresse de la presse quotidienne. Aucun quotidien du matin d'après-guerre ne réussit à reprendre le tirage de 1.200.000 exemplaires du *Petit Parisien*. Le plus fort tirage, *le Parisien libéré* (que beaucoup de lecteurs croient « la suite » du *Petit Parisien* alors qu'il n'en est rien du tout) plafonne autour de 500.000. En une phrase et Pierre Lazareff l'écrivit dans une étude de revue, les quotidiens perdent leur influence sur l'opinion. C'est peut-être parce que, au lieu de chercher à orienter l'opinion, il se mirent à sa remorque sans songer que l'opinion était très versatile et se lassait rapidement. Et la grande presse devint « grise » comme on dit dans le métier, c'est-à-dire pusillanime devant les puissants politiques, les trusts internationaux et les lobbies distribuant la publicité vitale pour l'existence d'un journal (1). Ainsi, on enfonce un

(1) Certains grands régisseurs de publicités font partie d'un lobby politique et refusent de distribuer des placards publicitaires aux organes de presses adversaires politiques malgré leurs respectables tirages. Récent exemple : mutisme général sur les manifestations du mouvement Poujade.

pays dans les ténèbres. Tant pis s'il ne se réveille qu'au bord de l'abîme ou dans une guerre.

Ce danger n'échappe pas à certains esprits n'ayant aucune confiance dans la solidité du chemin sur lequel des gouvernant engagent la France. Consulté sur la création d'un nouveau quotidien parisien, je fus mis devant des chiffres établis par un spécialiste, le directeur d'une grande agence de publicité. Coût pour lancer un quotidien : 600 millions ; réserves pour « tenir » : 400 millions. En tout un milliard. L'argent se trouve toujours, mais, même à ce prix, je ne garantissais aucune réussite pour les raisons suivantes.

Paris et sa banlieue sont saturés de journaux. Pour se tailler une place — une bonne douzaine de quotidiens disparurent en dix ans — dans la presse parisienne, il convient de faire mieux que ce qui existe actuellement. D'autre part, à Paris, la presse d'opinion est morte ou presque. *L'Humanité* perdit la moitié de son tirage en dix ans bien que les voix communistes représentassent 20 à 25 % des suffrages électoraux ; *L'Aube*, quotidien du M. R. P. disparut et le *Populaire* en est réduit à un modeste bulletin du parti imprimé en province. *Combat* et *Franc-Tireur* ne bouclent leurs budgets que par la générosité de concours privés. Paris, pressé, au centre des « combines », ne s'arrête plus qu'aux titres et sous-titres, aux photos, aux légendes de dessins, aux vies romancées « sexy ». *Paris est devenu trop cosmopolite pour penser profondément; il a marre de la politique et de ses spéculateurs d'illusions.* Il préfère les articles sans consistance genre *France-Soir;* ceux qui veulent encore réfléchir s'adressent au *Monde* et au *Figaro.*

Restait la formule du quotidien-illustré-magazine, genre *Excelsior* développé et modernisé, d'avant-guerre, pour tenter de captiver les masses. Cette formule n'intéressait pas les personnalités intéressées au lancement d'une nouvelle affaire de presse. Nous croyons savoir que ce projet a été repris à l'étude par un groupe Jean Prouvost-Dupuis, c'est-à-dire *Match-ex-Excelsior-ex Petit Parisien.*

Le phénomène connu, depuis 1945, est le divorce Paris-Province. La presse parisienne pénètre de moins en moins en province ; son action se limite à quelques départements sub-parisiens malgré les efforts de décentralisation du *Figaro.* Deux quotidiens parisiens seulement s'insinuent en province : *L'Equipe* (Sports) et *France-Soir* (vespéral). Mais ils ne constituent que des compléments aux quotidiens régionaux, *il ne les remplacent pas.*

Ici, intervient un manque de psychologie de néo-journalistes connaissant imparfaitement leur métier. La province pouvait

capter à son profit une place prépondérante dans l'opinion publique, si elle avait compris que Bordeaux ou Lyon ou Toulouse ne raisonnait pas la même chose que Paris « cosmopolitisé » et avait encore le temps de lire parce qu'on ne mène pas la même vie trépidante que dans la capitale. Or, neuf fois sur dix, elle rata le coche en devenant carrément « canard régional » sans grand intérêt... à part les chiens écrasés des villages voisins. Pas plus loin qu'en 1939, lorsqu'un journaliste parisien établissait une revue de presse (la meilleure fut celle de Paris-Midi), il s'enquérait, par exemple, de « ce qu'en pensait » la *Petite Gironde !* Aujourd'hui que ce journal et la *France du Sud-Ouest* ont disparu, *Sud-Ouest*, le principal quotidien de Bordeaux, ne sut pas profiter de ces deux fauteuils vides. Il est « gris » sans autre opinion que celle « orientée » du ministère de l'Information et succède sans remplacer. Aussi, la désaffection se poursuit-elle... Nous pourrions citer dix autres cas qui expliquent pourquoi les hebdomadaires parisiens se vendent trois fois plus en province qu'avant la guerre.

Je demeure persuadé que, pour 75 % du public, il y a divorce de compréhension entre Paris et la province. A la vie cosmopolite parisienne s'oppose encore la vie de terroir ; aux illusions planistes de politiciens ou de théoriciens s'oppose la nature maîtresse des récoltes donc des ventres. L'asphalte, les pavés, isolent le Parisien des réalités, blé, viande, pommes de terre qui le font vivre. On peut améliorer la productivité d'une usine, on ne fera pas pousser deux récoltes de blé en un an en France. La cadence réfléchie des saisons ne se laisse pas bousculer par les théories. Les provinciaux conservent cet équilibre émanant de la nature. L'anatomie de Martine Carol, la gorge de Lolobrigida, les fantaisies de Picasso, les déboires amoureux de Margaret, la vie des stars, les amusent une fois en passant. Lorsqu'on les barbe par un multirepetita, ils changent de lecture. Il existe encore un sens de la décence rurale qui n'est plus qu'un souvenir à Paris. Or, les grands régionaux manquant de journalistes-nés ne saisirent pas ces nuances ; ils se mirent à singer les journaux parisiens. Ils se déconsidérèrent parmi leur propre clientèle au point d'une baisse marquée dans certains tirage ; la radio-informations suffit aux lecteurs de la campagne qui en prirent l'habitude. Dans une famille de paysans qui n'est pas du tout pro pudor, je vis supprimer le quotidien dont la « vie illustrée romancée » multipliait les femmes nues, les étreintes amoureuses sur des lits, etc... « *Chez nous, vous comprenez* me dit le paysan, *il y a cinq enfants, et le journal traîne partout !* ».

De véritables journalistes eussent su se tenir dans un juste milieu parce qu'ils auraient appris avant tout à comprendre leur clientèle. En même temps, ils eussent acquis à la presse de province une influence qu'elle n'a plus en se faisant le reflet exact d'une partie de la France ; elle se contente d'irradier l'optique parisienne *à des lectures qui ne peuvent avoir le même rythme d'existence que dans la capitale*. Donc incompréhension, lassitude, puis désintéressement. Paris, le cinquième de la population française, est devenu le faux masque de la France par manque de réalisme de la lutte provinciale. Dans le fond, ce fut peut-être voulu afin de « caporaliser » l'opinion publique... Mais le provincial est moins gogo que le parisien et l'on s'en apercevra de plus en plus.

Il y aurait de multiples autres attendus à développer, mais nous sortirions de notre enquête sur la presse qui ne répond plus aux nécessités françaises du moment par disparition de la presse indépendante.

Nous connûmes des temps où l'on discutait en conseil des ministres d'un article de Buré par exemple, même lorsqu'il se rangeait parmi les rétifs ! L'homme, non déformé par la clique parlementaire, ne prenait pas une rumeur pour un renseignement, il pensait librement pour d'autres qui n'avaient plus le temps de penser. Un Beraud, un Suarez, un Billy, un Daudet, etc... ne passaient pas inaperçus malgré leur non-conformisme d'époque ; ils constituaient un contre-poids avec lequel il fallait quand même compter. C'est le rôle du journalisme d'opposer *une* opinion publique à une opinion politique déformée depuis le jour de l'élection. C'est en ce sens qu'une opposition est souhaitable même par un gouvernement (qui n'a jamais le monopole de la vérité). La presse indépendante est un referendum populaire permanent. Or, depuis 1945, il n'y a presque plus de presse indépendante qui compte vraiment en France, d'où le *perseverare diabolicum*. Contre cette dictature de l'opinion, certains voulurent réagir... 1 milliard minimum sans être certain d'un succès même modeste.

La rafle de l'opinion fut une des choses les plus remarquablement organisées par l'ancien gouvernement provisoire. La dévolution étant chose acquise, une indépendance peut-elle refleurir ? Nous ne le pensons pas. Des garants ont été pris. Pourtant, d'excellents jeunes journalistes (Amouroux, Domenech, Grosjean, etc...) valent mieux que le rôle qui leur est assigné. Je vis de leurs excellents reportages qu'un petit coup de main d'un rédacteur en chef expérimenté pouvait rendre « sensationnel » sans altérer la vérité... car je me méfie du trop

« sensationnel » moderne et des mémoires d'hommes illustres (morts, donc pas de démenti à craindre) fabriqués au quatrième étage d'une maison de la rue Lepic !

Que reste-t-il donc à créer pour échapper à la dictature de l'orientation de l'information ?

Je crois au grand hebdomadaire moderne, bien fait, de constante conduite. Le succès de *l'Express* qui, d'un seul coup, dépassa tous les hebdomadaires politiques et littéraires existant, en est l'illustration. *Carrefour* stagne aux environs de 50.000 (le tiers de *l'Express*) parce qu'il est figé et par trop ondulatoire. *Rivarol* (environ 40.000) boycotté par les agences de publicité ne put pas maintenir son indépendance ; le système « l'a eu », il a perdu sa virulence depuis son changement de direction. Il n'existe plus que quelques feuilles qui, à elles toutes, ne totalisent pas 200.000 exemplaires. Et encore, d'une indépendance sur certains points mais pas sur d'autres. Un grand hebdomadaire sur 12 ou 16 pages, avec gros lancement (coût environ 200 à 250 millions) devrait pouvoir glaner un minimum de 300.000 lecteurs, *s'il n'omet aucune rubrique.*

Il y a aussi une place pour un journal *hebdomadaire* qui serait, en partie, le résumé de toutes les informations ayant paru pendant la semaine dans les quotidiens. Ce journal suffirait aux ruraux et aux Français de l'extérieur auxquels les journaux français parviennent avec trop de retard. Un genre de la formule « Savoir vite » (tout un quotidien d'informations « digesté » en une page) que je créai à *l'Auto* avant la guerre pour éviter aux lecteurs sportifs d'acheter un autre journal.

Des idées nouvelles (ou à reprendre) il y en a cent pour un praticien du journalisme. Mais ceux qui possèdent le nerf de la guerre ont les leurs, souvent sur des nuages ; alors plutôt que d'aller vers un échec certain, il vaut mieux s'abstenir de faire gâcher de l'argent pour aucun résultat sérieux.

Ce sont les idées qui paraissent manquer le plus actuellement dans ce domaine. Prenons la façon originale de présenter le sommaire d'un hebdomadaire, comme *l'Express* le copia sur certains magazines américains et le lança le premier en France. Aussitôt, tout le monde l'imita, même *Paris-Match !* On se vole les idées, on ne cherche pas mieux, on démarque à peine. Voyez l'exemple des « informations » de *Jours de France* imitées de celles de *Match* (qui devient trop propagande américaine en France d'où la montée de *Jours de France* « plus français ») et repris par d'autres hebdomadaires. Quand un organe côte 5 et que son concurrent innove et atteint 10, si le premier organe veut lutter, il doit se hâter vers 15 et non vers 10. C'est le

secret du succès en journalisme et Lazareff ne me démentira pas. La création implique donc, quand la cote est à 15, le niveau immédiat de 25 pour espérer une chance de succès. Cela pour les différentes personnes qui me soumirent des projets pour « *le genre de...* » tel organe, alors que je me prononçais pour une chose nouvelle ne s'inspirant ni de x, ni de y.

La France est saturée d'hebdomadaires illustrés ; des lecteurs cherchent autre chose que des grandes photos dont les sujets ne justifient pas l'importance. Les « miss » à poil ont fait leur temps et l'homosexualité n'amuse plus les gens. Quand le foin commence à manquer au ratelier, les lecteurs estiment que l'on se moque d'eux en leur présentant les fastes des milliardaires ou d'actrices qui n'ont que leur bas-ventre comme moyen de travail. Une grande partie des Français attend un organe qui ne soit pas ennuyeux mais qui lui apprenne autre chose que des « cas psychiâtriques » de simples bandits, la forme des fesses de telle starlette ou des vies privées plus éducatives que celle de Barbara Hutton ; peut-être simplement un *Express* vu en français mais quand même plus distrayant car on manque de pince-sans-rire et d'humoristes dans cette maison. Dans le journalisme, il ne faut jamais se prendre trop au sérieux malgré sa sincérité, car la plus implacable logique peut être démolie par l'événement absurde provoqué par le grain de sable.

A la veille des élections françaises de 1956 (l'année 1956 sera sans doute capitale de conséquences mondiales avec l'élection présidentielle américaine. *Eisenhower avait besoin de la conférence de Genève pour ses arguments de candidat* et le rapprochement U. S. A.-U. R. S. S. est un bluff momentané uniquement électoral américain) il nous a semblé indispensable de schématiser la situation de l'information française. Nous prétendons qu'elle est unilatérale à 90 % donc qu'elle abuse la majorité des électeurs — faute d'organes indépendants. *Le déficit réel du budget sera de* 1.200 *milliards* (chiffre *Paris-Match*) *soit le tiers du budget général de la France.* Qui s'émeut dans la grande presse de ces perspectives qui s'ajoutent au chômage grandissant par suite de la perte des débouchés coloniaux ? Commencez-vous à comprendre l'utilité de Martine Carol et du Tour de France ?

Pierre NAVARRE.

Nouvelles d'Extrême-Orient

Nehru contre l'Occident

(De notre correspondant à Londres).

Jawaharlal Nehru passe dans de nombreux milieux européens pour un grand apôtre de la paix, un médiateur inlassable et nécessaire entre les deux blocs, un homme dévoué qui aurait empêché la guerre froide de dégénérer en conflit sanglant et général. Des Occidentaux sans curiosité qualifient le Pandit de « Produit de l'Ouest », des Britanniques sans méfiance l'appellent « l'Anglais brun ». Reprenant à son compte la légende qui entourait Gandhi, Nehru se veut le promoteur d'une politique de non-violence et de négociations franches et ouvertes. Certains chroniqueurs ont ainsi vu, dans le seul fait que la conférence de Genève ait eu lieu, un succès personnel du Pandit. « C'est en partie grâce à l'action du premier ministre indien, écrivait dans un article d'agence Aneurin Bevan, ami personnel de Nehru, que le monde s'oriente peu à peu vers la « coexistence », et sa contribution au renforcement de la paix commence enfin à être connue ». Et le *Monde* a noté qu'il était « un grand homme de paix ». M. Tibor Mende lui-même, qui est sauf erreur un réfugié d'un pays de derrière le rideau de fer, n'a-t-il pas suggéré que l'homme d'Etat indien méritait le prix Nobel de la paix ?

Expliquant la façon dont s'y prit Nehru dans sa lutte pour la paix, Aneurin Bevan, dont on connaît les sentiments procommunistes et philo-soviétiques, observait : « Le véritable objectif de Nehru était d'empêcher le plus grand nombre de nations possible de se ranger dans l'un ou l'autre camp, et de mobiliser toutes les forces pacifiques disponible en Asie et dans le monde. Pour cela il dut d'abord s'opposer directement à la politique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dont le but était d'attirer toutes les nations non communistes d'Asie dans leur camp ». Pour ce qui est de s'être opposé à la politique anglo-américaine en Extrême-Orient, Nehru n'y manqua pas. Il refusa résolument de s'associer au pacte de défense du Sud-Est asiatique, s'opposa même à l'entrée de la Grande-

Bretagne dans une alliance défensive du Moyen-Orient, et qualifia l'O. T. A. N. de « puissante protection du colonialisme ». Bien que membre de l'O. N. U., l'Inde ne leva pas le petit doigt pour contenir l'agression communiste en Corée. Au plus fort de la guerre d'Indochine, Nehru s'opposa au survol du territoire indien par les avions franco-américains ravitaillant le corps expéditionnaire. Le sénateur républicain William Knowland qualifia, à Washington, cette attitude de « triste » et « dangereuse », ajoutant qu'elle lui rappelait celle d' « un voisin d'une maison en flammes qui s'opposerait à ce que l'on fasse passer les lances des pompier à travers son jardin ».

Il est bien évident, en revanche, que Jawaharlal Nehru n'a jamais rien fait, en quelque domaine que ce soit, pour repousser le bolchevisme ou pour seulement le contenir. Nehru, dans sa jeunesse, fut communiste. Il l'a raconté dans son autobiographie. Il lui en est resté des stigmates. Son principal collaborateur, Krishna Menon, est un socialiste d'extrême-gauche qui se proclame marxiste. La politique de paix de Nehru, sa neutralité qu'il veut active, favorisent essentiellement les desseins soviétiques en Asie. L'ancien ministre indien de la Construction, le Dr Ambedkar, a lui-même affirmé au sujet de la politique du Pandit : « La paix a été achetée au prix d'une constante expansion communiste ». Et encore : « Ce genre de paix n'est rien d'autre qu'une pâture jetée au géant ».

*
* *

Le pacifisme de Jawaharlal Nehru est un leurre parce qu'il repose sur une légende fabriquée de toutes pièces. L'idée fondamentale qui guidait Gandhi était : « La non-violence sans défectuosité ». Tel est le propos, en tout cas, que le Mahatma tint un jour à son organe personnel, « Harijan ». Pourtant, il ajoutait aussitôt après : « Nous n'objecterons pas au sabotage des câbles et des rails, et à la destruction de petits ponts ». Beverley Nichols, qui rapportait ses informations l'été dernier dans un numéro du *Sunday Chronicle*, remarquait : « La légende de la non-violence de Gandhi fut l'une des plus remarquables impostures à laquelle ait jamais cru un monde crédule ». Et de poursuivre : « Parce que Gandhi, aux yeux de ce monde crédule, fut un saint et un pacifiste, l'Inde est aujourd'hui toujours à ses yeux, une terre de sainteté et de pacifisme ».

Ainsi est née la légende qui fait de Nehru un « homme de paix », un « conciliateur » entre deux empires qui n'attendaient que sa venue pour commencer à songer à la détente. Malheureusement pour Nehru, cette légende dorée est entièrement

démentie par les événements. Le Pandit n'est pas ce mage de la paix, ce poète de la coexistence, dont rêvent en Occident des groupes d'intellectuels émasculés. Derrière le paravent d'un pacifisme habile, auquel le contraint d'ailleurs l'impossibilité actuelle de posséder une armée digne de ce nom, Nehru poursuit une politique ambitieuse, souvent impérialiste, toujours nationaliste, Il proclame : « L'Asie aux asiatiques ! » L'Inde, avec ses quatre cent millions d'habitants, doit occuper, dans les plans du Pandit, une place prépondérante au sein de cette Asie enfin libérée de la présence et de la tutelle de l'homme blanc.

La politique étrangère de Nehru est résolument dirigée contre l'Occident. Elle entend d'abord frapper ce qui reste de l'empire britannique. Bien que membre du Commonwealth, ce qui implique en principe une étroite et fidèle loyauté à l'égard des autres participants, et notamment de la Grande-Bretagne, l'Inde s'est depuis quelques années fait une spécialité de soutenir indifféremment toutes les révoltes indigènes contre le gouvernement de Sa Majesté. Au nom du principe de désobéissance passive que répandait la doctrine du Mahatma Gandhi, Nehru a successivement appuyé l'organisation terroriste Mau-Mau au Kenya, les bandes communistes écumant la jungle malaise, la sédition communiste en Guyane britannique, la rébellion contre les blancs en Afrique du Sud, les mouvements anti-anglais en Egypte, et aujourd'hui le groupement de libération cypriote « Enosis ». Les Mau-Mau ont reçu de l'Inde un appui financier et moral ; Joseph Murumba, l'un des organisateurs de l'agitation au Kenya, fut accueilli en triomphe à New-Dehli. Le fut également le Dr Cheddi Jagan, auteur de la révolte en Guyane, dont le mouvement fut partiellement financé par des industriels indiens. Un émissaire de Nehru, Apa B. Pant, a parcouru pendant cinq ans l'Afrique orientale, de Nairobi au Congo belge soutenant discrètement les campagnes anti-blanches et anti-européennes. L'*India Information Services*, de New-Dehli, a fait imprimer et a répandu en Afrique des brochures anti-britanniques rédigées dans la langue des indigènes et tirées à des milliers d'exemplaires. En liaison avec le quartier général soviétique d'Addis-Abeba, des agents indiens ont apporté une aide précieuse aux Mau-Mau.

Dans l'Union sud-africaine, les compatriotes de Nehru font front commun avec les communistes. Nehru a, voici quelque temps, fait voter un crédit de deux millions de livres pour une campagne de défiance en Afrique du Sud. « Le traitement des noirs africains, s'est écrié le Pandit, est scandaleux. L'Inde se battra par tous les moyens, sauf la guerre, pour l'égalité partout ». Jawaharlal Nehru oublie de s'occuper des soixante mil-

lions d' « intouchables » de son pays, privés des droits les plus élémentaires, et des soixante millions de chômeurs de l'Inde. Il néglige également les illettrés, qui représentent chez lui 85 % de la population. Le Dr Daniel Malan, lorsqu'il était encore premier ministre de l'Union, a clairement dénoncé le danger indien : « Nehru est l'ennemi de l'homme blanc. Il a jeté les yeux sur l'Afrique, qu'il convoite maintenant, et il veut en chasser les Européens ».

L'Afrique, cependant, ne constitue pas la seule ambition de l'homme politique indien. A part le Tanganyika, l'Ouganda, le Kenya, on trouve des agents indiens à l'île Maurice, aux Fidji, en Malaisie, dans les deux Rhodésie, et jusqu'à Singapour et Hong-Kong. Tous les territoires demeurés plus moins sous administration européenne ont leurs colonies d'Indiens. Nehru s'en sert pour sa politique d'expansion. Dans un hebdomadaire suisse, M. Eddy Bauer observait : « On trouve aujourd'hui 750.000 Indiens en Malaisie ; ils sont en train de noyer la population française de l'île Maurice ; il pullulent sur la côte orientale de l'Afrique, entre le Kenya et Durban ; on en retrouve des colonies importantes et remuantes jusqu'aux Fidji et jusqu'en Guyane britannique. Ce mouvement démographique ne serait pas aussi inquiétant, si le gouvernement de New-Dehl ne se faisait pas l'assourdissant protagoniste de toutes les billevesées de l'utopie anti-colonialiste... » Et d'ajouter : « Au Caire, le sardar Pannikar représente depuis quelques mois l'Hindoustan auprès du général Neguib. La nomination de ce personnage de tout premier plan dans un poste, somme toute secondaire, en dit long quant aux arrière-pensées africaines du grand homme d'Etat indien. Non seulement, il s'agit pour lui de contrer la Turquie à l'aide de l'Egypte, mais vraisemblablement d'encourager dans toute la mesure du possible l'agitation anti-française de la Ligue arabe et de saper progressivement la domination européenne sur le continent noir ». Ces lignes ont paru il y a plusieurs mois. Elles n'en conservent pas moins un brûlant intérêt, surtout à la vue des événements qui se déroulent en Afrique du Nord.

En effet, le Pandit n'est pas l'adversaire de la seule Angleterre. Il ne ménage pas non plus ses coups à la France, et l'on sait la façon dont il s'est emparé, alors que Mendès régnait, de Pondichéry et des autres établissements français de l'Inde. Après la Grande-Bretagne et la IVe République, c'est maintenant le tour du Portugal. Le gouvernement de Lisbonne administre sur la côte indienne les territoires de Goa, Damao et Diu. Ces territoires appartiennent au Portugal depuis 1510, c'est-à-dire bien avant que l'unité politique de l'Inde n'ait été achevée. Les

six cent mille Goans ont dans leurs veines autant de sang portugais que de sang indien, mais Nehru, à l'aide d'agitateurs communistes, n'entend pas moins les « libérer » de ce qu'il nomme « l'impérialisme portugais ». Dans la *Gazette de Lausanne,* nous lisons ces lignes : « Les titres de la propriété portugaise sont incontestables. Ils sont vieux de plusieurs siècles. Rien, dans le comportement du gouvernement de Lisbonne ne fournit le moindre prétexte à une intervention étrangère. Ces territoires sont sagement administrés. Les autochtones y bénéficient exactement des mêmes droits que les représentants de la métropole. A tous égards, ils sont assimilés aux citoyens portugais. Il n'y a pas de discriminations. S'il est des territoires d'outre-mer qui ne méritent pas le nom de colonies, ce sont bien ceux-là. Tous ces arguments ne découragent nullement Nehru qui, tout en prêchant la « coexistence pacifique » là où elle favorise l'expansion et la puissance du bolchevisme, la refuse aux Portugais et s'efforce par tous les moyens d'envenimer la situation. L'affaire de Goa est caractéristique de la haine froide du Pandit pour l'Europe, les Européens et leur génie Juillet dernier, à New-Dehli, Nehru prononçait des paroles empreintes de fureur : « Si le Portugal refuse de céder à notre pression morale, c'est tout le Portugal qui finira par s'effondrer. Et si cela ne se produit pas, nous ferons nous-mêmes s'écrouler l'Etat portugais ! « Jusqu'ici, le prestige moral du Pandit n'a pas encore très souffert de ces propos furieux et hostiles. Du train où vont les choses, cependant, nous ne serions pas étonné que Nehru perde bientôt tout crédit chez les mieux intentionnés à son égard. Le crédit moral qu'il revendique fut déjà sérieusement atteint lorsque le Pandit contraignit, par la force, la menace et la ruse, les Etats princiers, notamment l'Hyderabad, à se soumettre à la domination de son propre gouvernement, au mépris des engagements pris lors de la déclaration d'indépendance de l'Inde. Et puis, il y eut les interventions armées contre le Pakistan et au Cachemire...

*
* *

Pour avoir une frontière commune avec la Chine bolcheviste sur plus de trois mille kilomètres, l'Inde est sans aucun doute forcée d'adopter une politique étrangère de prudence. De ce point de vue, il est compréhensible que le gouvernement de New-Dehli ait catégoriquement refusé de s'associer, si peu que ce soit, aux plans anglo-américains de défense du Sud-Est asiatique. Cette politique s'explique pourtant également par la

duplicité du pandit Nehru. Tout en accusant les Etats-Unis de poursuivre une politique « impérialiste et réactionnaire », Nehru n'a jamais fait fi de l'aide économique américaine ; de plus, il y a quelques années, quand l'Inde était au bord de la famine, elle ne cracha pas sur l'arrivée opportune de blé des U. S. A.

Mais Washington aurait été bien naïf d'en attendre une quelconque reconnaissance. L'aide américaine a permis à Nehru de consacrer le 40 % de son budget total à l'armée, et une partie des dépenses militaires de l'Inde va être consacrée à l'achat de chasseurs soviétiques MIG-17. Les dollars de la généreuse Amérique n'ont au demeurant nullement influencé la politique extérieure du Pandit. Celui-ci, qui se déclare socialiste, mais d'un socialisme très proche du communisme marxiste, fit, en mars 1953, pendant deux heures, un éloge de Staline quand le dictateur rouge mourut ; cet éloge prit place au parlement indien, lequel fut ensuite suspendu en signe de deuil. Il n'y a pas si longtemps, Mme Vijayalakshmi Pandit, sœur de Nehru, s'écriait : « L'Ouest n'a que mort à nous proposer, alors que l'Est nous offre la vie en propageant l'amour ». Là encore, Mme Vijayalakshmi omet de signaler que, seule l'aide de l'Ouest permit à son peuple de ne pas sombrer dans la plus terrible des famines. Mais nous avons une explication du fanatisme anti-occidental de cette dame. Récemment, à la télévision anglaise, elle avouait : « Je suis intolérante ! » Or Mme Vijayalakshmi Pandit exerce, dans la politique indienne, une influence prépondérante. Il est même probable que son frère, Jawaharlal Nehru, ne décide rien sans la consulter.

Le Pandit a effectué au cours de ces derniers mois plusieurs grands voyages. Il s'est rendu à Pékin, Moscou, Varsovie, Vienne, Londres, Belgrade. Jamais n'accorda-t-il autant d'interviews, ne prononça-t-il autant de discours sur la paix, la démocratie et les droits des peuples ne reçut-il autant de bouquets et de guirlandes. « C'est que de tous les côtés, remarquait justement le *Sunday Express*, on prend Nehru pour ce qu'il paraît. Il pose au sage de l'Orient. Il prétend être le prédicateur inspiré, l'architecte impossible à remplacer, de la coexistence pacifique. Et on le croit ». Cet arbitre de la paix n'est pourtant guère sérieux. A Vienne devant les Autrichiens qui souffrirent durant dix ans de l'occupation soviétique et des sévices de l'armée rouge, le Pandit nia l'existence du rideau de fer et refusa de répondre à des questions relatives au sujet des immenses massacres en U. R. S. S., de déportations et des camps de Sibérie. Chez les Polonais, il déclara : « J'ai laissé une partie de mon cœur en U. R. S. S. ». A Belgrade, il évoqua les droits des

peuples ; or, quelques semaines plus tard, à peine rentré à New-Dehli, Nehru fit voter par son parlement une série de lois limitant la liberté de la presse et supprimant le secret professionnel des journalistes. Cette mesure est la conséquence de la campagne entreprise en 1951 par Nehru pour mâter la presse d'opposition en Inde.

Ces récents voyages avaient pour but d'affirmer la personnalité du Pandit comme seul « conciliateur » possible entre les deux blocs. Politiquement, Nehru est un conciliateur favorable à l'U. R. S. S. De la conférence de Bandoeng, au cours de laquelle il attaqua à fond l'Occident, jusqu'à ses propos fantaisistes de Vienne, l'homme d'Etat indien penche en faveur des Soviets. Que la position géographique de l'Inde contraigne Nehru à de la prudence est évident. Mais personne, mais rien ne le force à souscrire systématiquement aux positions communistes, qu'il s'agisse de la « neutralisation » de Formose, de l'admission de la Chine communiste à l'O. N. U. ou de l'unification d'une Allemagne neutre et désarmée. De plus, alors que Nehru critiqua à plusieurs reprises férocement le monde non communiste, il n'adressa jamais un reproche, même minime, aux Soviets, et lors de sa visite à Boulganine il ne demanda même pas la supression du Kominform. De la part d'un homme qui se veut arbitre, tout cela est vraiment singulier. Enfin, l'idéalisme nébuleux du Pandit ne s'accorde plus avec son hostilité agressive à l'égard des Portugais de Goa, ni avec ses ambitions impérialistes sur l'Afrique, la Malaisie et bien d'autres territoires présentement sous administration européenne. Celui qui a successivement soutenu les terroristes Mau-Mau au Kenya, les agitateurs communistes en Guyane et maintenant les extrémistes anti-français en Afrique du Nord, est tout de même un « conciliateur » d'un très curieux choix. Lorsqu'il est venu à Londres, le *Daily Express* le reçut en écrivant : « Cet homme n'est pas de nos amis ». Et l'*Evening Standard* remarquait : « Avant d'aller prêcher la démocratie chez les autres, Nehru devrait peut-être la pratiquer chez lui »... Le quotidien rappelait alors l'inhumain systeme des castes, toujours en vigueur en Inde.

Il serait temps que l'Occident se rende compte du danger réel que représente le pandit Nehru. Cet homme à la vanité insatiable et à l'ambition démesurée, pour qui, comme l'a expliqué le *Monde*, « le chemin de la paix passe par Moscou », poursuit une politique entièrement dirigée contre l'Europe et ses intérêts. Condamné jadis à treize ans de prison par les Britanniques pour activités subversives, Nehru en a conservé la haine de l'homme blanc. L'immense masse de ses quatre cent

millions de compatriotes lui a tourné la tête. Comme le révélai le *Recorder* voici deux ou trois ans, il rêve de devenir « l'empereur Nehru ». Le voisinage périlleux de Mao-Tse-Toung, l'empêchera vraisemblablement de matérialiser ce rêve. Mais pour l'Occident, les Occidentaux et leurs intérêts tant sur le continent qu'en Extrême-Orient, le Pandit est, après le dictateur rouge de Pékin et après les maîtres du Kremlin, un adversaire à ne pas négliger d'autant plus que, sous le couvert du pacifisme et de la neutralité, il mène une politique très personnelle qui tend à miner toutes les positions européennes.

Pierre Hofstetter.

Le Japon
à la reconquête de son espace vital

Le 15 août 1945, sur la plage arrière du cuirassé *Missouri* embossé en rade de Tokyo, un petit homme fragile, en jaquette et haut de forme, s'avançait lentement au-devant d'un groupe d'officiers américains impassibles et méprisants. Le diplomate Mamorou Shigemitsou venait déposer la capitulation du Japon aux pieds du général Douglas Mac Arthur.

10 ans jour pour jour après cette humiliation sans précédent dans l'histoire du Japon, M. Shigemitsou redevenu ministre des Affaires Etrangères, après quatre années passées en prison, a tenu à rendre une visite de courtoisie à l'ancien proconsul descendu au rang d'hommes d'affaires (1). Le luxueux appartement peuplé de souvenirs exotiques, que M. Mac Arthur occupe au 37 A du Waldorf Astoria à Manhattan, servit de cadre à cette piquante entrevue où le diplomate proposa au soldat d'oublier le passé.

*
* *

L'Amérique, cependant, ne croit pas au sourire du Japon. Depuis 10 ans, le Japon a soumis à rude épreuve l'amour-propre des politiciens des Etats-Unis. La tentative de démocratisation du Japon est sans doute une des plus décevantes que le prosélytisme américain ait jamais enregistrée et cette résistance remarquable d'une race forte à la contamination cosmopolite peut être donnée en exemple.

L'expérience de « lavage de cerveaux » s'était cependant présentée dans des conditions idéales. Après 15 siècles d'invincibilité, le désastre total de 1945 abattit le Japon au point de le laisser pendant de longues années dans l'incertitude et le désespoir.

Les réformateurs américains, auréolés de leur toute-puissance.

(1) Mac Arthur dirige actuellement la firme Remington Rand

entendirent exploiter la situation à fond. Le plan de démocratisation devait s'exécuter en deux temps :

1° Démantèlement des structures sociales et économiques existantes ;

2° Introduction et implantation de l' « American way of life ».

En quelques années, le travail de corrosion de la vie sociale japonaise obtint d'indiscutables succès. Le relâchement du culte shintoïste s'accompagna de l'abandon des idéaux nationalistes et de traditions familiales. Les nombre des avortements, dont la pratique était officiellement conseillée par les autorités d'occupation, atteignit jusqu'à 30 % du total des naissances. La criminalité et la délinquance juvénile prirent des proportions inquiétantes. Des politiciens corrompus furent installés et maintenus au pouvoir pendant que 200.000 épurés étaient écartés de la vie publique.

Pourtant, le Japon, au bord du chaos, fut sauvé par une circonstance banale. Les vagues de grève et les émeutes de la faim n'auraient pas beaucoup ému les Américains, si elles ne s'étaient accompagnées de rapides progrès du communisme. Le parti communiste japonais, inexistant avant-guerre, recueillit à l'époque plus 10 % des suffrages aux élections législatives et 35 sièges à la Diète. Pendant le même temps, le communisme s'étendait lentement sur la Chine et renversait l'équilibre des forces dans l'Asie du Sud-Est. La phobie du communisme (un des rares arguments politiques aisément perceptibles par l'Américain moyen) amena les nouveaux maîtres du Japon à assouplir leur politique.

Une reconstruction limitée de l'appareil industriel du Japon fut consentie par les occupants. Certains prêts d'urgence furent accordés. L'épuration se montra plus clémente et la propagande anti-militariste et anti-traditionnaliste perdit de sa virulence. La guerre de Corée, d'autre part, ramena au Japon une prospérité relative.

*
* *

Ainsi le Japon renaissait lentement à la vie. Avec la foi en l'avenir retrouvée le peuple japonais reprit instinctivement le chemin de sa fierté et de sa grandeur perdues. Aujourd'hui les manifestations traditionnelles revêtent une ampleur comparable à celles du passé. Cette année, à l'occasion du Osho Gatsu, nouvel an nippon, 3 millions de Japonais se sont rendus au temple du

Meïji. Les calmes collines boisées de Isé, près de Tokyo ont également accueilli plus de 400.000 pélerins, venus avec le premier ministre Hatoyama, célébrer les mystères du Shinthoïsme. Plus de 500.000 autres se sont recueillis au Temple de Yasukuni, qu'on dit hanté par les âmes des héros morts.

Cette renaissance du traditionnalisme japonais s'est accompagnée d'un regain d'hostilité à l'encontre des occupants. Ainsi le Japon a porté au pouvoir l'élite des 4.000 condamnés pour crimes de guerre que le général Mac Arthur avait cru bon d'enfermer à la prison de Sugamo. Les hommes les plus en vue du Japon d'aujourd'hui : Ichiro Hatoyama, premier ministre; Shigemitsou, ministre des affaires étrangères ; Matsumoto, négociateur à Londres ; Ogata, président du parti libéral. La plupart des hauts fonctionnaires, ont connu les honneurs de l'épuration. Nobosuké Kishi, l'homme le plus influent du Japon, futur leader d'un parti démocrate-libéral unifié, actuel secrétaire général du parti démocrate majoritaire, était ministre de la mobilisation industrielle du gouvernement Tojo et avait assumé pendant plusieurs années les responsabilités de l'orientation économique de la Mandchourie. Il passa trois années dans une cellule de Sugamo.

Le peuple japonais a désigné ces hommes pour qu'ils lui rendent l'indépendance. Or au Japon plus que partout ailleurs, l'indépendance se mesure à l'aide de données économiques.

*
* *

La renaissance économique du Japon se heurte à d'immenses difficultés. Le phénomène d'asphyxie lente du Japon déjà nettement perceptible avant-guerre se précise à nouveau.

Les traits essentiels de l'économie japonaise peuvent être aisément schématisés. Les ressources alimentaires du Japon n'assurent l'existence que d'une fraction de la population (les 2/3 environ). Le complément nécessaire doit être importé. Or les richesses minérales du Japon sont trop insuffisantes pour pouvoir couvrir le financement de ces importations de nourriture. Le Japon n'a guère que son travail à exporter. Le travail n'est exportable que dans la mesure où son prix de revient (déterminé par trois composantes : prix de transport des matières premières à l'usine, coût de production, prix de transport des produits finis aux points de vente) est inférieure aux prix mondiaux.

Ces conditions se trouvaient réunies en 1940. Les sources de matière première (Mandchourie, Corée, Formose, Chine occupée) étaient proches, à bas prix et régulières. Le coût de production japonais était le plus bas du monde en raison de sa remarquable organisation scientifique et de sa main-d'œuvre à bon marché. L'Asie du Sud-Est, enfin, et principalement la Chine, fournissait les débouchés de l'exportation industrielle japonaise. A cette époque, l'économie impériale pouvait être considérée comme autarcique.

L'effondrement de l'Empire Japonais entraîna un tragique déséquilibre de l'économie.

En dépit des pertes dues à la guerre, la masse de la population japonaise n'a pas cessé d'augmenter, sur un territoire restreint. Selon les statistiques du Ministère de la Santé, elle atteindra un volume de 90 millions d'êtres au début de l'été prochain. Elle s'est accrue de 1.050.000 unités en 1954. La crise de surpeuplement s'est encore aggravée depuis 1945 à la suite du rapatriement forcé de 5 millions de colons et de fonctionnaires nippons établis dans les territoires d'outre-mer.

Dans le domaine alimentaire, l'annexion des Kouriles et de Sakhaline par l'Union Soviétique a privé le Japon de vastes zones de pêche. (Les pêcheries jouent un rôle considérable dans l'économie du Japon. Avant guerre, elles recueillaient 2/5 de la production mondiale. Les excédents non consommés sont utilisés comme engrais). Aucune augmentation correspondante des produits de la terre n'est venue équilibrer cette soudaine insuffisance. Le volume des produits alimentaires nationaux offerts à la consommation a donc eu tendance à diminuer, au moment où les besoins de la population ne cessaient de croître. La nécessité d'exporter pour financer les achats de nourriture à l'étranger, se fait donc de plus en plus pressante.

Cependant les trois composantes des prix japonais à l'exportation sont nettement moins favorables que précédemment.

Le coût de production des produits manufacturés a augmenté. A l'exception des textiles, la moyenne des prix des produits industriels est comprise entre 150 % et 200 % des prix mondiaux. Cette élévation des prix de revient est une des résultantes négatives de la politique de plein emploi appliquée depuis plusieurs années (on ne compte en effet que 500.000 chômeurs sur 40 millions de travailleurs) et de l'amélioration des conditions sociales des travailleurs japonais.

Au cours de l'année 1954, l'indice de production industrielle avait dépassé le niveau 180 (base 100 pendant la période 1934-

36). Au cours de la même année, les exportations de produits finis et les importations de matières premières n'ont pas atteint la moitié du niveau d'avant-guerre.

— Les sources de matières premières sont taries. La Mandchourie, dont la puissance économique a été créée de toutes pièces par le Japon travaille maintenant pour le monde soviétique. La Corée, divisée, demeure hostile au Japon, ainsi que Formose. Les matières premières sont devenues lointaines, irrégulières et coûteuses en devises fortes. Le Japon reste tributaire des U. S. A. pour 45 % de ses importations.

Les débouchés de l'exportation industrielle japonaise sont plus fermés encore que les marchés de matières premières. La Chine qui, en 1940, absorbait jusqu'à 45 % des exportations japonaises n'en accepte plus aujourd'hui que 1 %. Le Sud-Est Asiatique tout entier demeure hostile à l'influence nipponne. Les Philippines et l'Indonésie se refusent à signer des accords économiques avec une puissance dont elles espèrent obtenir des réparations. La Thaïlande et la Birmanie n'ont consenti qu'à des accords limités. Le Moyen-Orient reste réticent. La récente admission du Japon au G. A. T. T. (Conférence mondiale chargée d'établir des accords tarifaires et de favoriser les échanges) n'empêche pas les Etats-Unis et les pays d'Europe de refuser au Japon la clause de la nation la plus favorisée.

Le déséquilibre de la balance des comptes n'est que médiocrement atténué par les prestations de services. La marine marchande japonaise, détruite à raison de 80 % en 1945, est incomplétement reconstruite. Le tourisme est insignifiant (87.000 touristes au Japon en 1954).

*
* *

En dépit de progrès certains, l'économie japonaise demeure dans une période de transition. Pour retrouver son espace vital, le Japon se tourne à la fois vers le monde libre et vers le monde soviétique. La mission diplomatique de M. Matsumoto à Londres et celle de M. Shigemitsou à Washington, sont l'expression de l'intention unique de recouvrer son indépendance en dehors des deux « blocs ».

Les négociations de Londres entre M. Malik, représentant des Soviets et M. Matsumoto, s'avèrent difficiles en raison de l'intransigeance des deux partenaires. Le Japon demande le retour des prisonniers encore détenus en U. R. S. S. (350.000 ont disparu depuis 1945), l'abandon par les Soviets des Iles

Kouriles et du Sud de Sakhaline, la conclusion d'un traité de commerce avec l'U. R. S. S. et un accord sur les pêcheries dans les eaux sibériennes. L'U. R. S. S. a différé le règlement des deux dernières questions et rejeté les deux premières propositions. Elle avance que tous les prisonniers, à part quelques criminels, ont été rendus au Japon, et que Sakhaline et les Kouriles lui appartiennent de plein droit. Ces territoires, d'une importance stratégique considérable, ont d'ailleurs été à peu près complètement soviétisés et russifiés. La lenteur puis l'interruption des négociations font douter de leur réussite.

A Washington, par contre, la mission de M. Shigemitsou, sans parvenir à dissiper le malaise nippo-américain, a cependant obtenu quelques résultats tangibles : libération de « criminels de guerre », promesse d'une assistance économique accrue. réduction des frais d'entretiens des troupes d'occupation (qui représentent 20 % du budget japonais). Sans doute, le Japon n'a pas obtenu la réintégration des archipels des Ryou-Kyou (avec Okinawa) et des Bonin (avec Iwojima). Les très importantes installations militaires que l'U. S. Air Force y a implanté face à la Chine Rouge rendent impensable tout abandon immédiat de ces territoires par les Etats-Unis.

Une détente relative dans l'état de guerre larvée qui oppose depuis 1948 démocrates et communistes, laisserait au Japon une chance de voir ses territoires évacués par ses ennemis et son expansion économique naturelle se développer à nouveau. Mais le rêve lointain de voir à nouveau l'emblème du Tenno flotter sur les mers du Sud n'est pas encore pour demain.

Georges Marceau.

Les Livres du Mois

« LES AVENTURES DE LA DIALECTIQUE », par Maurice Merleau-Ponty (Editions Gallimard).

« La Ziss du manager est symbole de libération, la Packard du patron symbole d'oppression », disait Raymond Aron dans son « *Opium des Intellectuels* ». Bien entendu, répondra-t-on, un fait par lui-même n'est rien, c'est le contexte historique qui lui donne sa signification, c'est le mouvement dans lequel il s'inscrit, c'est ce à quoi il tend et qu'il aide à naître qui lui donne son *sens*. Toute vérité de l'histoire est *dialectique*.

Voilà le grand mot et la grande idée auxquels s'attaque Merleau-Ponty. Car, nous dit-il, l'histoire intellectuelle du communisme est un des détecteurs les plus sûrs de la réalité communiste et le « détour » par la philosophie sans doute beaucoup moins conjectural qu'une analyse politique, sociale ou économique. En cinq essais donc, il tente de brosser le tableau de l'évolution de la dialectique. Phase ascendante d'abord avec Max Weber dont le libéralisme cesse de croire à l'harmonie éternelle, se conçoit comme une tâche, se fait dialecticien, et Georg Lukàcs dont la souplesse d'interprétation marque ce qu'on appela le « marxisme occidental ». Puis chute, chute *théorique* avec le naturalisme de Lénine et chute *pratique* avec les contradictions de Trotzky dont le réalisme change de sens selon qu'il possède ou non le pouvoir. Mort, enfin, avec Sartre défendant le communisme pour de tout autres raisons que marxistes, justifiant les antinomies que Marx voulait dépasser, et créateur de ce que Merleau-Ponty appelle l'ultra-bolchevisme.

Découvrant l'éloignement progressif de la dialectique, Merleau-Ponty découvre également les contradictions remontant peu à peu du stalinisme au trotzkysme et au léninisme, puis au bolchevisme, au marxisme lui-même enfin et c'est celui-ci également qu'au bout il rejette. Il ne sera plus seulement « attentiste marxiste » comme en 1947, mais non-communiste c'est-à-dire partisan du double refus formel du communisme et de l'anticommunisme. Nozeroy notait à ce propos dans *Le Bulletin de Paris* que, des trois mythes dénoncés par Raymond Aron (la Révolution, le Prolétariat, la Gauche), Merleau-Ponty n'était plus intoxiqué que du dernier ! Il pratique encore cependant l'idolâtrie la plus dangereuse signalée par Aron, celle de l'Histoire. D'où sans doute cet intérêt scrupuleux apporté à la dialectique ; d'où peut-être la décision de confronter le marxisme non pas aux faits, mais à lui-même. Et l'on s'étonne de le voir, dans les premiers essais, comparer, en d'infinies subtilités byzantines, des textes entre eux, dont le moindre coup d'œil sur la réalité lui ferait apparaître la parfaite et égale gratuité. A ce point de vue sa dis-

cussion des Thèses de Sartre, en 140 pages minutieuses et myopes, prend bien souvent l'aspect exact de la pensée obsessionnelle. Pensée incapable de déboucher hors d'elle-même, de créer ses propres perspectives, elle tournoie et s'épuise à tenter d'agencer quelques concepts à la fois fixés et fluents, comme tous ceux qu'emploie Sartre. Alors que la moindre *décision* de la pensée ferait s'échapper de ce délire.

Une autre idée présente à travers tout le volume et qu'il faudra bien un jour également rejeter est celle-ci : « Tout acte a son aspect politique. Toute existence implique une politique », avec son corollaire : « Toute politique met en cause la totalité de l'histoire. » C'est cette croyance à une histoire aux mailles si étroites qu'elle ne laisserait passer aucune existence, ce refus d'admettre un plan de valeurs qui n'ait rien de politique qui rendent si difficile à Merleau-Ponty de comprendre l'aspect tout personnel et non-politique que peut prendre, vue d'une certaine hauteur, l'action politique la plus quotidienne, ce but *aussi* de beaucoup de politiques, même les plus sûres d'elles-mêmes : poser ses limites à la politique.

Mais il reste que, précisément à cause du plus long chemin choisi par son auteur et de tous les obstacles rencontrés, ce livre est un témoignage très intéressant de l'effort accompli aujourd'hui par beaucoup pour renoncer à leurs mirages



« M. LE DUC DE SAINT-SIMON ET SA COMEDIE HUMAINE », de La Varende (Editions Hachette).

Le grand critique est un grand romancier. Comme lui, il se met en jeu avec ses personnages, il doit découvrir et porter en pleine lumière ses propres pulsions, les pousser à la limite, se donner à ses pentes pour deviner son auteur ou faire vivre ses créatures. Ainsi Saint-Simon, dans son mouvement perpétuel de critique d'une société et d'une époque, a déployé la plus extraordinaire imagination romanesque pour animer toute une galerie bruissante, saisir la lueur du regard qui dément une parole ou l'infime tic qui révèle et rend présent

En nous présentant l'auteur de cette Comédie Humaine, La Varende se fait romancier au second degré. Mais de cette Comédie Humaine, le héros qu'il fait revivre est moins le Balzac que le Lousteau ou le d'Arthez. Moins l'auteur qui domine, organise son œuvre et tisse avec elle mille liens secrets que l'un des personnages plongés dans cette œuvre, écrivain ou journaliste que l'on *sait* écrire le soir mais que l'on *voit* vivre le jour déployant des passions et des ambitions qu'il ne saisit pas toujours.

Le héros de La Varende c'est Saint-Simon devenu personnage de Saint-Simon. Nous le voyons au cours de son existence quotidienne aves les siens, avec les femmes, avec les ministres, avec les parlementaires, avec les personnes royales, avec le roi peut-être surtout. La Varende nous dépeint admirablement à ce propos les sentiments que celui-ci lui inspirait, grande antipathie et profonde admiration. Et

c'est toujours de cette manière comme descriptive qu'il nous rend sensible cette prodigieuse divination des tempéraments, des *sangs*, de l'image animale ou minérale de soi que chacun développe obscurément, divination qui fait le grand *voyeur*, le grand « voyeux » comme il le disait lui-même, le grand créateur. C'est de même par la seule description qu'il nous fait deviner le mécanisme du jugement de Saint-Simon : sans conclusion, tout en indécision frémissante, avec un balancement et un inachevé sublimes. Quand il est le plus grand, le plus abandonné à son génie, il ne catégorise pas, il voit. Et ainsi prend corps peu à peu cette perception des grands ensembles qu'aucune réflexion n'aurait donné. Seule l'intuition spontanée des masques peut faire graver cette étonnante médaille du XVIIe siècle : à l'avers dignité, au revers érotisme. Et cela éclaire de son véritable jour point seulement intellectuel, sa phrase fameuse : « Que les plaisirs des sens sont donc inférieurs à ceux de l'esprit ! »

Cette remise en place de l'auteur dans ses réactions au jour le jour laisse bien entendu de côté des questions essentielles : comme ce fait que soulignait Montherlant avec une profonde admiration, écrire trois mille pages qui sont votre titre unique à la gloire « et les écrire ayant décidé que pas une d'elles ne paraîtrait de votre vivant » ! Cette description laisse de côté les questions, questions sur les mobiles et sur le sens final. Elle fait pourtant pressentir une réponse essentielle : l'erreur de ceux qui ont voulu dissocier chez Saint-Simon lui-même la qualité de la question sur les êtres et celle de la réponse. On a beaucoup dit que notre auteur n'avait vraiment donné que son style — « presque toujours le contenu m'ennuie » disait Du Bos. Comment ne pas comprendre que cette saisie d'un monde dont l'essence est d'être socialisé à l'extrême, extériorisé jusqu'aux moelles, cette peinture de perruques gravitant comme des astres engourdis, cette vision d'un monde *fasciné* supposent la révolte la plus secrète et la plus grandiose.

Cela est peut-être trop familier à La Varende pour qu'il nous le dise, il aime assez son auteur pour lui rendre seulement un peu de vie spontanée et, par son beau livre, nous aide à nous en approcher.

*
* *

« AU DELA DES LARMES - LES RUSSES A BERLIN », de Lali Horstmann (Editions Hachette).

L'auteur ne nous présente pas un tableau des derniers jours de la guerre, il ne nous conte pas davantage les détails militaires de la chute de la capitale, mais bien plutôt il nous rend présent de façon sensible et *privée*, pourrait-on dire, le lent glissement dans un autre monde et le brusque réveil au pays sans illusions, là où l'espoir n'est plus permis.

Nous décrivant d'abord les derniers mois de la guerre, Lali Horstmann ne manifeste aucune crainte quant à son issue. Appartenant à la vieille société aristocratique, financière et libérale, elle ne nour-

rit qu'aversion pour le régime national-socialiste. Son mari, fils du propriétaire du « General Anzeiger » de Francfort, a quitté volontairement la carrière diplomatique en 1933. Liés aux Radziwill, aux Castellane, aux Kinsky, pour eux l'Europe est encore ce vaste salon où la guerre a pour premier inconvénient de troubler les conversations et les délicates ententes. L'on se gausse de la mine commune des dirigeants (« Comment pourraient-ils se faire une idée des qualités nécessaires à un diplomate ! »), et l'on attend avec impatience la dislocation des fronts qui marquera la fin de l'indiscrète violence et le retour dans les salons des objets d'art enfouis.

Lorsque, réfugiés dans leur campagne, à trente kilomètres à l'est de Berlin, ils entendent s'approcher le canon de la bataille, lorsqu'ils voient la fuite éperdue s'installer partout autour d'eux, ils commencent à soupçonner que la paix n'éclatera pas tout à coup, en ramenant un ciel serein. Sous son apparence légère, une note grave et humaine lui refuse obstinément de quitter le décor, la maison, les collections auxquels il a tout donné de lui-même. Il veut les protéger de sa personne car il sait qu'il y va de son désir de vivre et qu'ils ne disparaîtront pas les uns sans les autres. Il devine même qu'il y a là le symbole de valeurs plus fragiles encore et plus précieuses. Avec l'arrivée des Russes, c'est l'abolition du Droit, le retour aux âges antérieurs. Celui qui le peut prend ce qu'il convoite : terres, objets, femmes. Les habitants cherchent à subsister avec courage, avec ruse, tentent sans cesse de rétablir quelques points fermes au milieu de la tourmente. Les troupes montent et refluent, apportant chaque fois une nouvelle vague de pillages et de viols. Les irréguliers rôdent. Il faut se cacher, fabriquer quelque nourriture, oublier la civilisation. Courageusement Lali Horstmann a enfoui ses rêves de la paix revenue. Plus tard un semblant d'ordre renaît, mais ce n'est pas celui qu'ils attendaient. Jamais l'arbitraire et la propagande n'ont régné à ce point en maître. Tout ce dont ils attendaient la fin se retrouve multiplié à l'infini. Chaque jour ils attendent le retour de « la paix ». Chaque jour s'éloigne l'espoir. Berlin qui est là, à quelques kilomètres, avec ses zones alliées, semble l'autre face de la planète, mais partir c'est renoncer, c'est, d'une certaine manière, accepter l'irrémédiable consentir. Il faudra l'arrestation et la déportation de son mari pour qu'elle abandonne la lutte et laisse glisser dans la nuit le petit coin du monde qu'ils défendaient.

Ce livre a pour principal et grand mérite de nous montrer de la façon la plus concrète, les réactions d'un milieu antinazi, attendant tout de la « libération » de leur pays, accueillant les Russes avec enthousiasme, prêt à accepter les obligations du nouveau système et étouffant peu à peu, sans pouvoir y croire, sous la plus obscure et la plus mécanique des tyrannies Nous comprenons combien le national-socialisme était au fond un système traditionnel et susceptible d'évolution en face de l'autre monde dans lequel ils basculent. La narratrice se réfugie dans le *sentiment* de la liberté sans avoir le goût de tirer de conclusions. C'est à nous de les tirer pour elle.

Bernard Vorge.

Un procès de « Collaborateurs » aux Etats-Unis

The Sedition Case

(Lutheran Research Society-Lowell, Arizona)

Les procès intentés aux hommes politiques de droite sont conduits de la même façon dans tous les pays, même aux Etats-Unis qui se piquent d'avoir le gouvernement de la « loi » et non celui des « hommes ». La preuve en a été administrée par la procédure adoptée entre 1942 et 1946 contre une trentaine d'écrivains et de journalistes qui avaient eu le malheur de se signaler au moins depuis 1933 par un anti-communisme averti qui les avait fait classer sous la dangereuse rubrique de l'antisémitisme.

Ils firent l'objet de trois actes d'accusation successifs, le 24 juillet 1942, le 4 janvier 1943 et le 3 janvier 1944. Aucun ne put être soutenu jusqu'au bout, mais bien que la dernière instruction ait été pratiquement close le 30 novembre 1944, c'est seulement le 22 novembre 1946 que le non-lieu intervint.

Pendant ces quatre années, la procédure fut conduite sous le signe de l'irrégularité.

Tout d'abord, des journaux, et pas seulement des journaux communistes comme le *Daily Worker*, mais le *Washington Post*, d'Eugène Meyer, la *New-York Post* se crurent en droit de guider la marche de la Justice et de dicter leurs sentences aux juges.

Le procureur rédigea un acte d'accusation où, mêlant agréablement le vrai et le faux, il rangea dans la même conspiration imaginaire des gens habitant les quatre coins du territoire de l'Union, et qui n'avaient jamais eu l'occasion de se voir, avec des membres du Bund germano-américain. Les Bundistes avaient toujours été tenus à l'écart par les Anglo-Saxons, mais comme ils avaient déjà été condamnés, les « justiciers » pensèrent que le prestige d'anti-communistes honorables comme le Pasteur Winrod, le colonel Sanctuary et Mme Dilling serait terni par le voisinage sur le banc d'infamie avec les Bundistes en costumes de bagnards.

Cette première offensive fut, néanmoins, brisée net par une interview du sénateur Taft au *Washington-Times-Herald*.

Taft estimait que le danger était grand de laisser se créer le

précédent d'une condamnation des patriotes les plus purs pour « démoralisation de l'armée » à l'instigation de révolutionnaires chevronnés, trop heureux de profiter du temps de guerre pour se débarrasser une fois pour toutes des adversaires du *New Deal*. « Presque tous les sénateurs, dit-il, pourraient être inculpés de ce chef. »

Les Américains ont un sens si aigu du formalisme judiciaire que les irrégularités de la procédure et les insinuations sans preuve trop fréquentes dans l'acte d'accusation, provoquèrent une vague d'indignation fatale aux conjurés marxistes.

Ces derniers reprirent, néanmoins, l'offensive quelques mois plus tard et la petite troupe des patriotes américains, grossie de six nouvelles victimes, se vit inculper de « délits » commis depuis 1933 en vertu d'une loi de 1940. On voit que les Libérateurs français n'ont rien inventé ! Mais, cette fois-là, en Amérique, cette violation des usages provoqua un non-lieu (le second). Les conjurés ne se découragèrent pas pour autant et firent dresser un troisième acte d'accusation. Pour faciliter la manœuvre, le procureur discrédité fut remplacé par un progressiste bon teint qui accusa le pasteur Winrod et ses amis d'avoir participé à un complot nazi pour renverser le gouvernement de M. Roosevelt. Le pauvre homme aurait été bien incapable de se livrer à une entreprise aussi gigantesque de sa petite ville de Wichita (Kansas), mais, pendant de longs mois, il subit une odieuse campagne de presse alimentée par les *B' Naï B'rith* de son Etat. Sa secrétaire, appelée comme témoin au procès, fut arrêtée pendant l'audience, immédiatement enchaînée et dut livrer ses doigts aux spécialistes des impressions digitales. Il lui fallut trois ans pour montrer l'inanité des charges relevées contre elle.

Cependant, dès le début, le procureur Rogge avait révélé la faiblesse de l'accusation en ne faisant que mentionner timidement, sans oser l'inculper, le général Moseley, ancien chef d'état-major adjoint de l'armée.

Le jour où il avait été mis à la retraite, ce général, qui était très informé de la pénétration communiste aux Etats-Unis avait pris contact avec plusieurs de ceux qui, aujourd'hui, étaient inculpés et les avait aidés dans leur propagande. S'il y avait réellement eu complot, il était le seul en mesure d'en fomenter un, mais il s'était contenté de faire des tournées de conférences ; leur succès avait incité le représentant Dies à lui demander de témoigner devant la Commission des activités anti-américaines. C'est cette déposition, dont les communistes et les Juifs lui avaient gardé rancune, qui lui valait d'être mentionné dans ce procès afin de corser un peu l'idée de complot.

Cette feinte assez maladroite redonna courage aux avocats un peu intimidés par les menaces dont ils étaient sans cesse l'objet, mais ils déchantèrent en écoutant le procureur faire une salade russe de citations de textes attribués collectivement à leurs clients sans qu'aucune précision fût donné sur les ouvrages dont les phrases étaient extraites et, à plus forte raison, sur leurs auteurs.

Il est possible que, mises bout à bout, ces phrases aient fait une

excellente matière de propagande journalistique, mais, dans un pays où la presse aurait été moins puissante, ce procédé aurait dû permettre aux avocats de disqualifier des magistrats qui brouillaient à ce point les cartes au lieu de chercher à délimiter les responsabilités de chacun des inculpés.

La contre-attaque fut enfin lancée par un avocat juif, du nom de Klein, auquel le colonel Sanctuary avait eu recours dans l'espoir d'être plus efficacement défendu que par un antimarxiste.

Il ne fut pas déçu ; Klein fit une magnifique plaidoirie : il démonta pièce par pièce le château de cartes édifié par le procureur, montra que la loi de 1940 sur laquelle il prétendait s'appuyer avait, en réalité, été votée à la demande de l'état-major, soucieux de défendre l'armée et la marine contre les entreprises communistes, et, portant l'attaque dans le camp adverse, au lieu de chercher à excuser son client comme tant d'avocats l'ont fait en France en 1945, il fit un résumé saisissant de tous les arguments des anticommunistes depuis 1933.

C'est alors qu'entra en campagne ce que l'auteur de *The Sedition Case* et Joseph Kamp (1) appellent la « gestapo » des *B'Nai B'rith* : l'*Anti-Defamation League*. Une campagne de presse et de radio fut déclenchée contre le « rénégat » Klein. Le juge profita d'incidents de séance pour le condamner à des amendes et même à la prison. Plusieurs avocats furent aussi assez malmenés, ce qui ne laissa pas d'impressionner assez fâcheusement une fraction de l'opinion publique.

Une ridicule histoire de faux témoin d'origine levantine, le vrai type du « métèque » dont les conjurés s'étaient servis pour lui faire écrire un livre de basses calomnies contre les accusés, fit aussi un effet déplorable.

Le sénateur Langer pensa alors que le moment était venu d'en finir avec la comédie de la prétendue séparation des pouvoirs et d'alerter le Congrès (8 septembre 1944).

En termes saisissants, il dépeignit ces trente formidables adversaires de la République américaine, hier vivant de petits revenus, réduits à la misère dès le début du procès parce que la provocation d'un journaliste-flic les avait amenés, non devant le tribunal de leur Etat comme le voulait la loi, mais à Washington où ils avaient dû se loger et vivre sans pouvoir travailler. A l'exception de deux ou trois (dont Mme Dilling qui était défendue par son mari), ils avaient eu recours à l'assistance judiciaire. Depuis des mois, par suite de l'invraisemblable formalisme judiciaire américain, cette situation se prolongeait, tandis que juge et procureur offraient, chaque jour, un spectacle voisin de la folie furieuse.

Le discours du sénateur Langer porta un coup terrible à l'accusation, mais le procès aurait pu encore traîner quelque temps si un hasard providentiel n'avait voulu que le juge mourût subitement.

(1) *Open Letter to Congress* (Constitutional Educational League, N. Y., 1948).

La loi exigeait que le procès fût repris depuis le début ; cela signifiait des nouveaux *mois* d'interrogatoires et de plaidoirie. L'affaire avait lassé l'opinion. Le ministère ne se sentit pas le courage de la relancer. Il laissa, néanmoins, l'épée de Damoclès suspendue sur la tête des inculpés pendant deux ans.

C'est seulement le 22 novembre 1946 qu'une ordonnance du juge Laws mit fin à ce qu'il appela lui-même une « parodie de justice ».

G. O.

A propos du Père Teilhard de Chardin

La personne et l'œuvre du Père Teilhard de Chardin sont certainement de celles qui suscitent aujourd'hui les plus vives curiosités. Il n'est pour s'en convaincre que de voir fondre, comme beurre au soleil, les piles du numéro spécial de « *Psyché* », dans les librairies du Quartier Latin.

Mais la question se pose, sans méconnaître pour autant la qualité, d'une pensée souvent grandiose et toujours frissonnante, de savoir si le fumet du scandale n'y est pour quelque chose.

On sait l'importance des travaux de l'ancien professeur de la faculté catholique, dans le domaine de la paleontologie, attestée par le maximum de consécrations officielles qu'un savant puisse désirer. Qu'il soit au premier rang de ceux qui ont fixé les âges de notre terre n'est évidemment pas douteux.

Ce n'est pas pourtant, croyons-nous, à ce titre qu'il excite aussi vivement les esprits, mais au contraire pour la « Weltanschauung » qu'il en a tirée, sans cesser d'appartenir à la Compagnie de Jésus, société fort éclectique aujourd'hui, c'est le moins qu'on en puisse dire.

Longtemps les écrits philosophiques du Père Teilhard de Chardin circulèrent ronéotypés, sous le manteau, la Compagnie s'abstenant de porter jugement à la condition que l'œuvre ne soit pas autrement diffusée.

Il faut espérer que le présentateur du numéro spécial de *Psyché* exagère un tantinet lorsqu'il écrit : « Toute une génération de jeunes intellectuels catholiques a vécu par lui. » Sinon on se demande quel serait l'avenir du catholicisme en France. Mais la curiosité vorace éveillée et satisfaite, autorise aujourd'hui à manifester un étonnement public en présence du silence de la hiérarchie. Une mise en garde, sous la signature d'un théologien français, a bien paru il y a quelques années. Elle n'a pas dépassé l'importance qu'on peut attacher à une série d'articles d'hebdomataires.

Peut-il en être de même encore maintenant ? Des transformations morphologiques discontinues de l'homme, établies par la paléontologie, le Père Teilhard de Chardin tire en effet toute une doctrine qui n'a plus que de forts lointains rapports avec les dogmes fondamentaux du catholicisme. Tout au plus pourrait-on dire qu'elle en est issue, comme toutes les doctrines des sectes les plus farfelues qui prospèrent aux Etats-Unis et en Suisse. Mais les dites doctrines ont ceci de commun, au regard du catholicisme romain, c'est qu'elles sont tenues pour hérétiques.

Le Père Teilhard, certes, s'est défendu d'être théologien et paraît-il, il déclarait volontiers en « riant » qu'il n'y comprenait rien. Nous le croyons sans peine. Se représente-t-on le trouble du catholique,

attaché par la foi à la révélation, aux dogmes du péché originel et de la rédemption, lorsqu'il écrit : « *Le christianisme marquait, hier encore, le point le plus élevé atteint par la conscience humaine dans son effort pour s'humaniser. Mais cette place, la tient-il toujours, ou du moins pourra-t-il la conserver longtemps ?... Beaucoup pensent que non. Et pour expliquer ce fléchissement dans l'élan de la plus haute et de la plus complète des mystiques humaines, ils disent que la fleur évangélique s'acclimate mal au climat critique et matérialiste du monde moderne. Pour elle, la saison est passée ; et il faut qu'en sa place une autre tige croisse dans le champ des religions.*

S'il est vrai, comme je le soutiens, que l'événement caractéristique de notre époque est la sensibilisation de notre conscience aux formes convergentes de l'Espace-Temps, rien de moins fondé que le pessimisme de ces pronostics. Transporté, en effet, et transposé dans le cône du temps, le système chrétien ni ne se désorganise ni ne se déforme. Bien au contraire, supporté par ce nouveau milieu, il ne développe que mieux ses lignes maîtresses, et il acquiert un surcroît de cohérence et de relief.

Voilà ce que, en terminant, je voudrais montrer.

Ce qu'il y a de plus révolutionnaire, au fond, et de plus fécond dans notre nouveau Temps, c'est la relation que celui-ci laisse apparaître entre matière et esprit : l'esprit n'étant plus indépendant de la matière, ni opposé à elle, mais émergeant laborieusement d'elle sous l'action créatrice (c'est-à-dire unitive) de Dieu, par voie de synthèse et de centration.

.Or quel est le résultat, pour la foi et la mystique chrétienne, de cette redéfinition de l'Esprit ? Tout simplement de conférer pleine réalité et pleine urgence au double dogme sur lequel repose, et en quoi se résume, toute Christianité : le primat mystique du Christ, et le primat moral de la Charité. ...Dans un tel Monde le Christ ne saurait sanctifier l'Esprit sans soulever et sauver (comme le sentaient les Pères Grecs) la totalité de la Matière. Christ vraiment universalisé à la mesure des exigences chrétiennes, et dont la Croix devient (conformément aux plus profondes aspirations de notre âge) le symbole, la voix et le geste du progrès. »

Et le Père Teilhard de Chardin, après avoir consacré un paragraphe au primat de la charité, c'est-à-dire de l'amour, conclut :

En somme, pour repousser la nouvelle courbure prise par le Temps, le Christianisme se voit amené à découvrir au-dessus de Dieu les valeurs du Monde, cependant que l'Humanisme est conduit à découvrir au-dessus du Monde la place d'un Dieu. Deux mouvements inverses et complémentaires Ou plutôt deux faces d'un même événement marquant peut-être pour l'Humanité les débuts d'une ère nouvelle. »

Que demeure-t-il après ces vues ingénieuses ou grandioses, comme on voudra, des deux dogmes que nous rappelions avant ces citations ?

Il ne nous appartient, certes pas de le dire, mais de le demander en toute humilité. Ce qui nous appartient, peut-être, c'est de repousser avec horreur cette humanité sursocialisée dont le Père Teilhard nous prophétise l'avènement. Ce qui ne nous empêchera pas d'être sensible

au rougoiement de feu, d'une pensée à coup sûr fulgurante, lorsqu'elle s'exprime en ces termes : « *Encore un peu, j'en suis convaincu, et, pour nos esprits enfin éveillés à une dimension de plus, l'identité profonde deviendra manifeste entre force de civilisation et forces d'évolution. Et, du même coup, l'Homme, pour les naturalistes, prendra sa véritable figure : je veux dire celle d'une espèce qui, pour avoir un jour émergé dans le Réfléchi, va désormais reployant sur soi ses rameaux au lieu de les déployer. L'Homme, une espèce qui converge (au lieu de diverger comme tout autre espèce au monde), et pour laquelle par conséquent il est nécessaire d'envisager, en fin de course, quelque état paroxymal de maturation, illuminant pour nous, par la seule probabilité scientifique de son existence, les plus noires menaces de l'avenir.* »

Pensée fulgurante nul n'y contredira, mais Nietzche aussi n'a pas manqué de pensées fulgurantes. Toutefois il ne disait pas la messe rue de Grenelle.

J.-M. AIMOT.

A NOS LECTEURS ET AMIS.

Le livre de notre ami Henry Coston " Les Financiers qui mènent le Monde " nous est parvenu trop tard pour que nous puissions en parler dans notre numéro d'Octobre. Nous en donnerons un compte-rendu lors de notre prochaine livraison en Novembre.

Nous conseillons toutefois à nos lecteurs de se procurer dès maintenannt cet ouvrage dont la documentation de premier ordre ne manquera pas de les intéresser.

Encore la tactique atomique

A propos d'un livre récent.

Je pensais bien avoir à revenir sur la tactique atomique. Toutefois, pas si tôt. Mais l'actualité commande et je ne puis tarder à parler d'un livre aussi important que celui publié simultanément en anglais et en français, à Londres et à Paris, par le lieutenant-colonel F.O. Miksche : « Tactique de la guerre atomique. Retour aux tranchées ? » (1). Surtout que la conclusion en est celle que je formulais, le mois dernier, ici-même : L'arme atomique tactique est défensive.

Curieuse personnalité, que celle de l'auteur et dont l'originalité est rehaussée par une étrange carrière militaire. Ferdinand Otto Miksche sert d'abord dans l'armée de son pays : la Tchéco-Slovaquie mais, quand il en a l'occasion, il ne manque pas de rappeler, et c'est assez sympatique, que ses aïeux se sont battus avec honneur sous l'étendard des Habsbourg. Quelques articles sur les sujets militaires à l'ordre du jour font connaître son nom par les spécialistes étrangers. Entre 1936 et 1939, il prend part à la guerre civile espagnole, dans l'armée républicaine. Lorsque l'état tchéco-slovaque s'est effondré et que notre défaite est acquise, il se réfugie à Londres où son gouvernement émigré l'autorise à s'engager sous de Gaulle. Deux livres publiés coup sur coup lui valent une grande renommée dans le monde militaire anglo-saxon. *Blitzkrieg*, paru en 1941, démonte le mécanisme des méthodes de guerre allemandes, sans toutefois en discerner encore le caractère forcément passager. *Paratroops*, écrit en 1942, prévoit, avec

(1) Edition française : Payot, Paris, 106, boulevard St Germain.

deux ans d'avance, l'emploi qui sera fait des parachutistes lors du débarquement de Normandie. Employé en 1943 et 1944 par le B.C.R.A (Bureau central de renseignement et d'action) qui, de Londres, dirige les éléments de résistance en France, il tirera, de cette expérience, la matière d'un volume : *Secret Forces* (1950). Entre temps, il a repris place dans l'armée tchèque ressuscitée, d'abord comme officier de liaison à l'état-major du général Eisenhower puis comme attaché militaire à Paris, mais, lorsqu'il discerne l'étendue de la mainmise communiste sur son pays, avant même le coup de force de 1948, il démissionne. En 1952, dans *Unconditional Surrender,* il dresse, avec lucidité, le long catalogue des erreurs qui ont conduit les alliés occidentaux sur le bord d'une nouvelle catastrophe. Depuis plusieurs années, il professe le cours de tactique générale à l'Institut des hautes études militaires du Portugal.

Tel est l'homme qui a entrepris de définir la tactique de la guerre atomique. Il y a appliqué sa brillante imagination et Liddell Hart, le journaliste et critique militaire anglais bien connu, qui ne pèche point par ce côté, s'est plu à reconnaître en lui « un des écrivains militaires les plus stimulants du monde ». Eloge flatteur, certes ! Mais qui, à mes yeux, prend un poids tout particulier lorsqu'on précise que cette imagination s'appuie sur une large expérience comme sur une solide information technique et qu'elle se plie aux plus classiques méthodes du raisonnement historico-militaire pour « l'extrapolation du passé dans l'avenir en passant par le présent ».

I. — L'évolution de la tactique de la première guerre mondiale à 1945.

Le lieutenant-colonel Miksche a consacré près de la moitié de son ouvrage à l'évolution de la tactique durant les deux premières guerres mondiales.

Je suis réduit à en résumer les idées essentielles très brièvement mais, je crois, sans infidélité tant le raisonnement est clairement et solidement charpenté.

La tactique est une combinaison du feu et du mouve-

ment. Au cours de l'histoire, le progrès technique a, tour à tour, favorisé l'un ou l'autre. Comme l'assaillant, en mouvement et concentré, est plus vulnérable que le défenseur, abrité et dispersé, l'accroissement de la puissance du feu joue en faveur du second tandis que l'invention de nouveaux moyens de transport fournit de meilleures possibilités au premier. Il en résulte que, lorsque le moyen essentiel de la défense (le feu) atteint un certain degré de prépondérance, les batailles se prolongent et la stagnation tend à se substituer à la manœuvre.

Au cours du XIXe siècle, la puissance du feu a considérablement augmenté. A Iéna, un bataillon d'infanterie tirait mille coups de fusils à la minute et les canons qui l'appuyaient, un boulet rond ; un siècle plus tard, deux mitrailleuses servies par six hommes débitaient la même quantité de balles dans le même temps et les pièces de campagne, six à huit obus ; bien entendu, il faudrait, en outre, tenir compte des portées décuplées et de l'efficacité des projectiles explosifs. Cependant, les possibilités de mouvement avaient peu changé. Loin de l'ennemi, les troupes étaient, il est vrai, transportées par voie ferrée ; mais, dans la zone de l'avant, les marches à pied et la traction hippomobile restaient la règle. A l'insu de la plupart des militaires, il y avait rarement eu un tel déséquilibre entre le feu et le mouvement, entre la défensive et l'offensive.

En 1914, après quelques manœuvres ambitieuses qui aboutirent, pour l'un et l'autre parti, à des victoires non décisives, les fronts se stabilisèrent tant en France qu'en Russie. Jusqu'à la fin de 1917, la guerre ne fut plus, dans son essence, qu'une lutte contre la mitrailleuse, le feu qui arrête. Les deux adversaires s'enterrèrent de plus en plus, augmentèrent leurs artilleries qui s'équilibrèrent, dotèrent leurs infanteries d'armes automatiques légères aptes à progresser avec les premiers échelons et d'engins d'accompagnement destinés à résoudre les problèmes posés par les mitrailleuses ennemies échappées aux tirs d'artillerie. Tout cela n'aboutit qu'à creuser, dans les positions de la défense, des poches d'autant plus aisément colmatées que la surprise était devenue quasi impossible. En effet, le volume des moyens nécessaires pour une attaque et le tracé du ré-

seau ferroviaire, instrument capital de leur concentration, en dénonçaient, le plus souvent, le lieu et le moment.

A partir de 1917, certaines applications du moteur à combustion interne : le char de combat qui réunit feu et mouvement, les transports automobiles de matériel et de personnel, l'emploi de l'aviation contre les troupes à terre, rendirent quelques possibilités à l'offensive. Mais ces moyens ne furent utilisés qu'avec timidité et on n'eut pas l'idée de les combiner. Finalement, la victoire des Alliés résulta de l'usure de l'Allemagne par la lutte sur les fronts fixés et par le blocus ainsi que de la rupture d'équilibre provoquée par l'entrée en lice des Etats-Unis sans que les formes des opérations eussent été radicalement changées.

Au début de la deuxième guerre mondiale, de 1939 à 1942, les « Panzerdivisionen » allemandes, par la combinaison du char, de troupes motorisées et d'avions attaquant en piqué ou isolant le champ de bataille, constituèrent de puissants et rapides instruments offensifs qui, opérant par surprise, appuyés et suivis par les forces de ligne, réussirent les ruptures et les exploitations fulgurantes des « campagnes-éclairs » et parurent rendre, pour longtemps, la prééminence au mouvement, par conséquent, à l'offensive.

En fait, le triomphe de la tactique allemande n'était ni aussi absolu, ni aussi durable qu'il sembla d'abord car il ne résultait pas seulement de sa vertu propre mais encore, et peut-être surtout, des erreurs politiques, stratégiques et tactiques de l'adversaire ainsi que de l'infériorité de son moral. Les moyens de parade : chars, armes, obstacles et mines anti-chars, avions... existaient, parfois même en nombre suffisant, mais on les employa fort maladroitement. Il n'en restait pas moins que, quand la ténacité britannique eut prolongé et élargi le conflit, quand la distance, la boue, le froid et leur abnégation eurent permis, aux Russes, de se rétablir au prix de huit cents kilomètres de territoire perdus, ces moyens devaient fatalement se développer, se perfectionner, se compléter, se coordonner et limiter les possibilités de la triade : char, forces motorisées, avion.

Pour gagner le temps nécessaire au déclenchement de puissantes contre-attaques blindées, la défense s'efforça de réaliser une césure entre les forces mécaniques et celles

qui les suivaient en opposant, aux premières, des positions faites de « hérissons » capables de continuer la lutte après encerclement. Les armes anti-chars crurent, de part et d'autre, en nombre et en puissance. Les obstacles et les mines se multiplièrent. L'aviation de chasse et l'artillerie anti-aérienne gênèrent de plus en plus l'action des avions en piqué qui, par contre, améliorèrent considérablement la précision de leur tir en substituant, à la bombe, la fusée air-sol. Une course à la puissance s'engagea entre les chars dont les cuirasses passèrent de 30 mm. à 180 et les canons de 37 mm. à 88 en même temps que doublaient les vitesses initiales. Mais, vers la fin de la guerre, cette compétition se termina par une radicale victoire du feu sur le mouvement lorsque le principe de la charge creuse combiné avec celui de la réaction ou du canon sans recul permit de réaliser des engins très légers et néanmoins capables de perforer les plus épais blindages.

Dès la fin de 1942, dès el Alamein et Stalingrad, il apparut que la défensive reprenait de la force et de l'assurance. Les grandes unités blindées restèrent d'excellents instruments d'exploitation mais cessèrent d'être d'irrésistibles béliers à enfoncer les positions. La durée des batailles s'accrut ; le rythme des opérations s'alourdit et, si l'on n'assista pas à de longues périodes de stabilisation, c'est sans doute en raison du considérable déséquilibre matériel (surtout dans l'air) qui s'établit au détriment de l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, il est certain que la deuxième guerre mondiale, entamée en période de progrès technique avantageuse pour l'offensive, s'est terminée dans une phase favorable aux éléments défensifs. Et sa dernière innovation, la bombe atomique, semble, maintenant qu'on en discerne mieux les possibilités, devoir amplifier démesurément cette tendance.

II. — La tactique atomique et les armées futures.

L'entrée en scène tactique des projectiles atomiques dont le mieux connu, mais non le plus puissant, a la force explosive de 20.000 tonnes de trinitrotoluène, apporte, au

feu, un accroissement formidable ; on ne voit pas comment le mouvement pourrait acquérir des possibilités compensatrices et le lieutenant-colonel Miksche n'hésite pas à écrire que, dans l'avenir : « sur un théâtre d'opérations normal et entre des adversaires de force matérielle et morale sensiblement égale, il se produira très probablement une guerre statique ».

Il entreprend ensuite de justifier cette appréciation par la transposition et l'analyse d'un exemple stratégique vécu. Beau joueur, il néglige le débarquement en Normandie trop particulier et où il est trop facile de démontrer que : « six bombes (deux sur les têtes de pont anglo-canadiennes et sur chacune des deux américaines) eussent suffi pour contraindre le général Eisenhower à ramener en Angleterre ses forces en déroute ». Son choix s'arrête à la campagne de mai-juin 1940 dont il s'efforce de déterminer l'aspect et le déroulement au cas que les deux camps eussent possédé des armées comme celles d'aujourd'hui et, avec une relative égalité dans l'air, employé des projectiles atomiques.

Il ne lui est pas difficile de montrer à quel point l'emploi de la nouvelle arme (en liaison avec l'aviation normale) contre certains nœuds de communications eût retardé, d'une part, les colonnes blindées allemandes lancées, du Rhin et de la Moselle, vers la Meuse moyenne, d'autre part le groupe d'armées allié du Nord (1re Armée française, Force expéditionnaire britannique, VIIe Armée française) se portant, de la frontière franco-belge, vers le canal Albert. Et ce n'est pas sans vraisemblance qu'il imagine deux grandes batailles : l'une livrée, du 25 au 30 mai, par les Allemands pour franchir la Meuse entre Sedan et Dinant ; l'autre, du 5 au 12 juin, par les Alliés pour déboucher du canal Albert à l'Ouest d'Hasselt. Dans les deux cas, la situation du défenseur enterré, dispersé, camouflé apparaît comme bien plus favorable que celle de l'assaillant contraint de se concentrer et de se mouvoir à découvert et dont les formations blindées sont aisément coupées de leurs arrières volumineux et indispensables dès qu'elles prennent pied sur la rive adverse. Je ne puis donc guère refuser mon accord à l'auteur lorsqu'il clôt cette première phase du conflit par une stabilisation qui s'établit d'abord sur la Meuse et le canal Albert

puis se généralise aux six cent cinquante kilomètres du théâtre d'opérations.

Le lieutenant-colonel Miksche cherche ensuite à préciser la structure et le jeu défensif de la position alliée puis les possibilités de rupture d'une attaque atomique dirigée contre elles. Il entre alors dans des considérations techniques détaillées où il m'est impossible de le suivre et dont il reconnaît, du reste, qu'elles prêtent largement à discussion mais qui lui permettent de dégager un certain nombre de conclusions d'apparence fort raisonnables :

— L'emploi des moyens atomiques s'exercera en coordination étroite avec les autres armes.

— La simple existence d'un front continu contraindra le parti offensif à se concentrer pour attaquer donc à offrir des cibles rémunératrices aux projectiles nucléaires.

— L'importance des obstacles naturels grandira car on n'imagine pas un assaillant franchissant une coupure importante avec ses arrières immédiats soumis à un bombardement atomique intense.

— Les manœuvres et opérations de nuit deviendront la règle.

— La fortification de campagne prendra une importance nouvelle ; les chars eux-mêmes s'enterreront.

— L'élément fondamental de la défense sera le groupement tactique mixte ayant pour noyau un bataillon d'infanterie et articulé en « hérisson ».

— Pour concilier dispersion et possibilités de commandement, chaque position sera constituée par trois lignes de groupements formant barrages de feux continus et séparées par une telle distance (cinq à six kilomètres) que deux ne puissent être intéressées par une même bombe.

— Les réserves destinées aux contre-attaques d'ensemble seront stationnées à moins d'une nuit de marche.

— S'il y a position de deuxième ligne, elle courra à une distance de la première telle qu'elle ne puisse être prise à partie par le même déploiement d'artillerie atomique (trente à quarante kilomètres).

Les avantages et les inconvénients de la stagnation prévue n'échappent pas à notre théoricien : « En 1914-18, les fronts se stabilisèrent malgré la volonté des deux camps.

Dans une troisième guerre mondiale, il pourrait fort bien être avantageux, pour repousser une invasion et gagner du temps afin d'achever la mobilisation totale, de recourir délibérément à une sorte de guerre de tranchées atomique... Mais, dans une telle éventualité, il faudrait compter avec le fait qu'il serait difficile de remettre les fronts en mouvement. »

Dans le cadre stratégique et tactique ainsi brossé, l'élément numérique et humain ne sera pas réduit dans une forte mesure. La nécessité de couvrir les dispositifs atomiques et de réaliser la continuité qui contraint l'adversaire à se concentrer exigera des effectifs beaucoup plus considérables que certains ne l'imaginent. « C'est un mythe très dangereux de croire qu'une campagne puisse être décidée avec des forces peu nombreuses et extrêmement mobiles. » Si, dans la dernière guerre, les Américains ont pu se contenter de mobiliser quatre-vingt dix-sept divisions motorisées, blindées ou aéroportées c'est que le gros des forces allemandes se trouvait fixé par des troupes russes nombreuses et bien plus sommairement équipées. Mais, qui jouerait, demain, ce rôle d'abcès de fixation ?

En 1945, la tranche divisionnaire (c'est-à-dire le quotient obtenu en divisant les effectifs mobilisés par le nombre des divisions de campagne) était, aux U.S.A., de 68.000 hommes ; en Allemagne, de 26.000 pour des divisions en comptant 18.000 et, en Russie, de 23.000 pour des divisions de 10.300. Cette dernière finit par mettre sur pied 550 divisions pour 200 millions d'habitants ; l'Allemagne, 325 pour 85 millions et les Etats-Unis seulement 97 pour 140 millions. En temps de paix, l'entretien annuel d'une division américaine coûte 330 millions de dollars ; celui d'une division européenne comparable, 68 à 80 et celui d'une russe ou satellite, 20 à 30 seulement. Il en résulte que, malgré leur budget militaire considérable, les U.S.A. ne possèdent qu'une vingtaine de divisions contre 180 aux Soviets et 80 environ à leurs satellites et que la France, qui mit sur pied, en 1940, plus de cent divisions n'en mobiliserait que 15 à 20 absorbant moins d'un million d'hommes. Que ferait-elle des 2 ou 3 millions de réservistes dont elle pourrait, en outre, disposer ?

Les Etats-Unis et leurs alliés sont parvenus, par prodigalité mécanique, à s'interdire l'utilisation totale de leur potentiel démographique et à se donner de pesantes divisions, aux états-majors et services monstrueusement gonflés, répondant très mal aux exigences de la guerre atomique et comportant une proportion insuffisante de combattants de l'avant (10,8 % de fusiliers dans le régiment d'infanterie).

Après cette analyse critique, notre auteur est logiquement conduit à préconiser la création de grandes unités plus nombreuses, moins volumineuses et coûteuses, avec une plus forte proportion de combattants de première ligne et de sapeurs du génie (puisqu'il faudra s'enterrer en toutes circonstances). Celles-ci appartiendraient à cinq types différents :

— Des « commandements atomiques » comportant l'équipement nucléaire d'un front d'armée (canons, lance-fusées, avions) avec les moyens de reconnaissance, de liaison et de protection nécessaires ;

— Des divisions d'infanterie de 8 à 10.000 hommes, éventuellement renforcées d'éléments de réserve générale, formant le bouclier de l'appareil atomique ;

— Des divisions ou brigades mécaniques de 6.500 à 7.000 hommes servant quelques 250 chars ou canons auto-moteurs blindés et constituant l'instrument essentiellement offensif ;

— Des divisions parachutistes combinant fréquemment leur action avec celle des précédentes ;

— Des groupements de forces chargés de la sécurité des arrières.

*
* *

Il est encore bien d'autres choses dans ce livre d'une frissonnante richesse qui n'est pas seulement un essai sur les conséquences de l'emploi tactique des projectiles atomiques mais un tableau de la guerre au début de l'âge atomique. Le préfacier n'a pas hésité à le comparer à l' « Essai général de tactique » dans lequel, dès 1775, le comte de Guibert traçait l'esquisse des méthodes napoléoniennes. L'éloge n'est pas médiocre et je le crois mérité. Mais, y aurait-t-il jamais

un Napoléon ou même des généraux de plus modeste talent pour concrétiser les vues de l'auteur qui sont et ne peuvent être que la vérité fugitive d'aujourd'hui ?

Autrefois, un précurseur tous les quarts de siècle ou même tous les dix ans (puisque Napoléon n'accordait que ce terme à une tactique) suffisait. Aujourd'hui le progrès technique a pris un cours si torrentiel que la pensée militaire, pour le suivre, doit se tenir en état d'alerte permanent. C'est dire avec quel intérêt il convient de suivre les efforts de précurseurs comme le lieutenant-colonel Miksche. Car c'est seulement à travers leurs esquisses successives qu'on peut espérer distinguer l'image en devenir que fixeraient, pour un temps, les premiers coups de canon et dont une exacte anticipation apporterait des avantages peut-être décisifs.

Jean PERRÉ.

Prises de Conscience

Il est communément admis, qu'en fin de compte, notre destin, l'avenir de notre pays comme celui de la planète dépendent d'une évolution inéluctable vers une matérialisation toujours plus poussée. Les marxistes ont pour objectif la termitière devant assurer l'égalité ; le monde capitaliste, le frigidaire et la télévision pour tous, grâce à quoi nous serons libres et désirerons le rester.

Pour nous, cet envahissement du matérialisme ne signifie pas un progrès. Il est une illustration nouvelle du caractère mortel des civilisations. Il manifeste les signes précurseurs de la fin de notre histoire. Car l'histoire, c'est le développement d'une culture.

Si nous devons avoir encore un destin ce n'est pas le matérialisme qui nous le donnera, mais un renouveau des valeurs du sang et de l'esprit dont se nourrit une culture vivante.

Si nous avons encore un grand avenir historique, il se situe au delà de l'actuelle évolution matérialiste, il ne sera pas le fruit de la technique, mais une expression nouvelle du génie de nos races.

Nous voyons dans le dogme démocratique l'escroquerie qui camoufle le règne des puissances réelles de l'argent — dans le mythe de la dictature du prolétariat, le paravent qui permet à une caste de privilégiés d'installer sa domination sur une masse parfaitement nivelée et réduite à merci. La médiocrité des marionnettes démocratiques ne nous console pas de leur impuissance. L'égalité des prolétaires communistes ne nous console pas de leur abrutissement.

Il est souvent question en France du manque d'hommes de valeur. Et il est bien vrai que tout ce qui s'agite sur le devant de la scène, tout ce que draine la politique, ne fait guère honneur à la notion d'une élite. C'est là le produit naturel de la démocratie : l'opinion moyenne ne peut promouvoir que des médiocres.

Sous ce titre « Prises de conscience », *nous rapporterons ici*

les propos recueillis au cours de notre recherche de ces hommes et de leurs réactions.

Nos lecteurs verront ainsi se dégager en dehors de toute idéologie posée a priori, la doctrine vivante des véritables élites de ce pays.

Nous espérons ainsi inspirer à tous les hommes que nous avons rencontrés au cours de cette petite enquête plus d'optimisme qu'ils n'en montrent souvent, en leur faisant imaginer quel faisceau de volontés ils pourraient ensemble mettre au service d'un renouveau national.

LES PROPOS D'UN GRAND PATRON

Quelques patrons pensent qu'en faisant ce qu'ils peuvent pour améliorer la situation de leurs entreprises et par là l'économie du pays, ils font tout leur devoir. Ils disent qu'ils n'ont pas le temps de s'intéresser à autre chose qu'à leur affaire. Et c'est souvent vrai qu'ils travaillent dix-huit heures par jour. Ils travaillent trop et ils ne pensent pas assez. Ils s'occupent trop exclusivement de leurs affaires pour les mener correctement et pour mettre effectivement le pays en mesure de se battre sur les marchés mondiaux.

Il convient pourtant de leur laisser cette satisfaction ; ils la méritent par la peine qu'ils prennent. Il ne faut pas les dissuader parce qu'ils ne sauraient ni ne pourraient faire autrement. C'est une situation de fait qui ne peut être réformée du jour au lendemain.

Il faut pourtant s'intéresser à tout, parce que tout se tient. Le marché d'un produit dépend des autres marchés. Et il n'est plus temps de se réformer quand les premiers signes du changement se manifestent. J'en connais qui s'accrochent à la soie. Ils finiront avec la soie. Il faut prévoir, devancer, imaginer, être toujours le premier, penser au delà. C'est là le rôle du chef d'entreprise. Il n'est pas seulement metteur en œuvre des moyens de production, mais d'abord un créateur et un chef. Sa première fonction ? Penser. Sa deuxième fonction ? Décider. Son travail ? Presque uniquement mettre en place les hommes et les moyens. Et là encore, l'important est qu'il soit d'abord un connaisseur d'hommes. Une fois mise en route, cette machinerie ne doit plus guère avoir besoin de lui.

*
* *

Je me tiens informé de la concurrence française, mais aussi de la concurrence étrangère parce que l'avenir de l'économie

française en dépend plus que jamais à l'époque des petites distances et de la grande production.

Je me tiens informé de la conjoncture économique et financière de la France, mais aussi du monde entier parce qu'il n'y a plus d'économie nationale indépendante et que la fluidité de l'argent moderne a fait de l'Economie mondiale un vaste polygone de forces interdépendantes.

Je me tiens au courant de la politique, que je ne méprise pas plus qu'aucun des autres produits de l'époque, pas plus que ma condition. Ce ne serait ni noble, ni chrétien. Il faut d'ailleurs bien se garder de mépriser l'un des moyens dont dépend ce que l'on fait dans la vie... Et puis la politique n'a-t-elle pas toujours été le domaine des bas-fonds ?

Mais je ne m'en tiens pas à la seule politique intérieure. Tous ses aspects mondiaux m'intéressent. Parce que les grandes conditions de notre avenir sont politiques et non économiques.

Peut-être même celles de notre avenir lointain sont-elles de façon insoupçonnable d'une autre nature. Peut-être dépendent-elles d'hommes porteurs d'un autre cycle d'histoire, après que se seront épuisées ou détruites les puissances uniquement matérielles qui semblent acheminer le nôtre à son terme. Et c'est pourquoi je suis également curieux d'idées. Il n'y a pas que les faits et les forces mesurables. Il y a aussi l'homme et la vie, tant de forces contenues qu'on ne saurait mesurer.

J'ai fait dernièrement un voyage en Amérique où j'ai visité les plus grandes entreprises de constructions mécaniques. C'est là qu'on peut se rendre compte de ce qui nous manque en France : l'efficacité. Mais aussi de ce que nous avons de mieux que les autres en Europe : la qualité.

L'efficacité dans les productions modernes, c'est de savoir compter et ne rien dépenser inutilement — de faire la dépense la plus rentable — *c'est la définition même de l'Economie* = Produire proportionnellement le plus possible avec le moins possible. Au niveau de l'ouvrier c'est l'économie des gestes, la rationalisation, la division du travail. Au niveau de l'entreprise, des investissements calculés en fonction du rendement et de l'économie de main-d'œuvre. Au niveau de la profession, la concentration, l'élimination des inapdatés, le partage des tâches. Sur le plan général, les prix les plus bas pour ouvrir les débouchés les plus larges, la création de besoins nouveaux, un niveau de vie élevé sans lequel la production, faute d'acheteurs,

perdrait son dynamisme, sa progressivité et engendrerait la crise.

A la longue ce système ne peut survivre que par l'expansion vers des besoins non satisfaits, même si la satisfaction n'est pas rentable. D'où l'aide aux pays sous-développés qui n'est pas tant de la philanthropie qu'une nécessité vitale pour l'économie américaine.

Cette efficacité suppose une certaine mentalité que nous sommes loin d'avoir en France — celle de l'homme économique qui s'est assigné comme devoir unique de produire toujours davantage et qui trouve dans cette production sa raison d'être.

Ainsi on n'entend pas aux U.S.A. les patrons se plaindre qu'ils aient trop d'impôts comme il arrive en France où certains étalent devant vous la liste des contributions qu'ils doivent payer, pour vous expliquer qu'à partir d'un certain chiffre ils n'ont plus d'intérêt à produire. Le patron américain se fait une gloire de payer beaucoup d'impôts parce que pour lui la morale, l'honneur se confondent avec l'efficacité économique. Il a même tendance à n'estimer les gens qu'en fonction de cela. Tel homme vaut tant.

L'ouvrier voit dans son patron un ouvrier d'élite, il ne le jalouse pas. Il n'a pas de ressentiment. Les hommes s'évaluent là-bas en fonction d'une même échelle de valeurs : l'argent. Et c'est évidemment bien commode. C'est le secret de la supériorité des Américains dont toutes les pensées, toutes les ressources de la volonté sont concentrées sur un objet très précis et très simple. Une grande réussite dans quelque domaine que ce soit est toujours le fruit d'une telle concentration de toutes les ressources vers un objet unique.

Ce n'est pas du tout le cas de la France. Celle-ci est proprement le pays de la dispersion des volontés et de l'individualisme anarchique. Mais c'est dans le caractère « *anti-économique* » de beaucoup de patrons français que nous découvrons une illustration de ce que nous avons de mieux que les autres : le besoin de qualité, la recherche de la création originale.

Au fond, nous répugnons aux règles d'efficacité du modernisme. Nous n'aimons pas l'article standard. Nous avons tendance à nous singulariser en n'ayant pas la même maison, la même voiture que le voisin. La construction est très chère en France parce que la normalisation n'a jamais pu se faire complètement dans les Travaux Publics. Quand nous installons une usine, des bureaux, nous dépensons inutilement pour avoir quelque chose à notre goût. Nous mettons notre personnalité dans nos choix. Et nous attachons beaucoup d'importance à

cette manifestation de nous-mêmes. Bien que nous connaissions la nécessité de ne pas dépenser inutilement, rien ne peut nous empêcher de tenir pour aussi importante celle d'embellir la vie. Nous tenons à notre goût autant qu'à notre argent.

La rationalisation du travail aussi nous répugne. Il y a dans l'ouvrier français un désir de création, une volonté de marquer les choses du sceau de sa personnalité, qui lui rendent suspectes les règles d'efficacité économiques que le taylorisme a imaginées. Il se refuse à la prolétarisation. C'est un ouvrier d'élite, mais un manœuvre déplorable. Et s'il arrive que les techniques le plient à leurs disciplines, c'est le pire des prolétaires.

Contrairement à ce que la propagande marxiste prétend, les patrons français sacrifient souvent l'efficacité aux problèmes humains que pose la mécanisation. Il n'y a guère que les entreprises où le contact entre la direction et le personnel ne s'établit que par les bureaux, à réaliser véritablement au mépris de l'homme les investissements jugés rentables. En général le problème du reclassement de la main-d'œuvre se pose comme une incidence dont la direction tient compte.

Nous ne sommes pas plus « économiques » au niveau de la profession. Il y a un refus d'organiser les professions, de partager les tâches, de rationaliser ce qui peut être mis en commun, un conservatisme qu'il convient en effet de dénoncer. Mais cela participe aussi d'un individualisme dont les racines morales ne sont pas toutes mauvaises. Une véritable défiance vis-à-vis des grands ensembles, où le comportement individuel se trouve dépendre de conditions anonymes, explique beaucoup de réticences chez nombre de chefs d'entreprises qui vont de l'avant.

Même la grande sidérurgie n'a consenti à rationaliser ses méthodes et à concentrer économiquement ses moyens que grâce à la pression des conditions créées par la C.E.C.A.

A la racine de tout le comportement anti-économique du patronat comme de la classe ouvrière en France, il y a au fond le refus des directions anonymes, la crainte d'un assujettissement de l'homme à ses moyens techniques.

Et c'est véritablement là, le problème essentiel que pose la société moderne à tous les hommes.

Tout ce que nous méprisons dans la société soviétique : les directives bureaucratiques, la dictature administrative, le mépris de l'homme, son esclavage de la matière... les exigences de l'efficacité économique tendent à l'imposer à la société capitaliste. Les contradictions de notre situation sont évidentes : faire de l'homme occidental un robot docile aux règles d'efficacité pour lui donner la puissance et le défendre contre un système poli-

tique qui veut précisément en faire un robot. Il nous faut sacrifier notre idéal pour être capables de le défendre, ou, si nous y sommes trop attachés, risquer que nous soit imposé ce que nous aurons refusé.

Dans mes usines je me suis toujours efforcé de maintenir la chaleur des contacts humains et un intérêt non seulement matériel mais moral de chacun à la tâche qui lui est confiée. Mais il n'y a pas de système valable partout. Les petits ateliers autonomes ayant une vie articulée dans l'ensemble ne sont pas possibles partout. Et il serait dangereux de faire participer à la gestion de grands ensembles des ouvriers non préparés à cela. Plutôt que de réclamer la cogestion, les ouvriers feraient mieux de réclamer la possibilité pour les plus aptes de parvenir aux plus hautes responsabilités. A quelque échelon qu'on envisage le problème de la cogestion des entreprises, il faut une direction unique, un chef responsable. La démocratie n'est pas plus valable en économie qu'en politique.

Le retard social de la France réside uniquement dans une fausse politique de promotion des hommes. C'est le système du crédit qui est chez nous conservateur, au mauvais sens du terme. Il favorise les routines en accordant son soutien en fonction du capital social des sociétés, c'est-à-dire en fonction du passé, de l'argent, et non en fonction de la valeur créatrice des hommes, de l'avenir. Ainsi est souvent sacrifié un esprit d'initiative qui est essentiel dans un monde en rapide transformation.

Le système de la promotion familiale, fréquent dans les petites entreprises, permet l'enracinement, la continuité, et a beaucoup de vertus. Mais le fils de patron n'est pas toujours le meilleur patron possible. Et beaucoup de ces affaires familiales auxquelles la nouvelle génération devrait apporter un sang nouveau, sont condamnées à dépérir par la timidité et la routine de fils trop respectueux des habitudes des pères.

D'un autre côté, nous sommes peut-être le pays qui a le plus d'inventeur, de génialité, et qui sait le moins tirer parti de ses valeurs humaines. Le sort fait en France à la recherche scientifique, dont dépend dans ce siècle la place des peuples dans le monde, reste un scandale permanent. L'exploitation capitaliste de l'esprit est bien plus réelle et plus lourde de conséquences que la plupart ne le pensent. Les ouvriers des villes ne sont pas les plus malheureux ; les grandes injustices concernent les ouvriers agricoles et les intellectuels. Qui donc s'en occupe ?

Toutes les questions que nous avons évoquées et tous les problèmes économiques et sociaux que nous pourrions mettre

en lumière, dépendent bien un peu de l'action de chacun dans son coin. Mais la véritable question qui se pose pour la France et qui conditionne tous les petits problèmes dans lesquels nous sommes enfermés, est celle de son âme, de son unité spirituelle.

A ses grandes époques historiques, notre pays est messager, et trouve alors tout naturellement dans le peuple les hommes à la hauteur de l'idéal qu'ils défendent.

La « forme » au sens sportif du mot, chez les individus comme dans les nations, est d'abord une question morale. La chance est plus souvent qu'on ne le pense une vertu de l'âme ; les meilleurs calculs ne valent pas une intuition sûre d'elle-même.

Malgré l'apparente apathie de ce peuple, stérilisé par ses structures politiques et économiques, je crois que la France a encore un grand avenir.

Il ne m'appartient pas de jouer les prophètes, mais je sais qu'il suffirait de proposer aux Français de grandes tâches pour qu'à leur service se trouvent mobilisées les immenses réserves d'enthousiasme que nos républiques ont laissé croupir, les immenses ressources matérielles de l'Empire le plus riche du monde.

Ah ! si les Européens chez nous pouvaient faire jaillir cette étincelle...

Jean LESIEUR.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558. Dépôt légal : 4e trimestre 1955.

lans
nce
ous
elle.
ger,
nes

dus
La
ne ;
lle-

ses
e a

ais
our
ves
les
du

tte

—

55.